

Introduction

(2006)

par Gilles de Labarre, président du CASP (Centre d'action sociale protestant à Paris)

A l'heure où la cohésion sociale du pays est mise à rude épreuve (événements de fin 2005 des banlieues, crise récente du CPE, éclatement des clivages traditionnels lors des élections européennes,) et où la détresse humaine et les situations d'exclusion nous sont quotidiennement rappelées (dans le métro, dans la rue, dans les lycées, et même sur les lieux de travail), nous sommes tous interpellés comme citoyens : comment en est-on rendu là ? est-ce acceptable dans notre société démocratique ? et comment trouver l'énergie, la volonté et les innovations indispensables à l'action ? dans ce cadre, comment rendre notre pays plus solidaire, plus fraternel, plus humain ? Comment nos Eglises, nos associations peuvent participer au débat public sur le sujet de la crise sociale ?

1) Une crise sociale multiforme

La société est aujourd'hui touchée par trois crises qui s'entretiennent les unes les autres : crise de l'emploi, crise du sens et crise du lien social (cf Jean Baptiste de Foucauld dans « Une société en quête de sens »).

La crise de l'emploi est issue de l'échec collectif de l'Etat et des politiques publiques depuis plus de trente ans. Face au chômage, la société s'est installée dans un pessimisme ambiant, dans une fatalité destructrice (peut-on accepter durablement d'avoir 22% de taux de chômage pour les jeunes entre 18 et 25 ans, peut-on admettre que notre système scolaire génère chaque année des milliers de jeunes sans qualification, un taux d'emploi des seniors le plus faible d'Europe...). Le travail étant devenu une source majeure d'identité, il faut bien que l'identité absente se reconstitue là où elle peut par des signes et des appartenances, voire des communautarismes dangereux.

La crise du sens provient de l'incapacité de notre société à se donner des objectifs individuels et collectifs mobilisateurs autour d'un projet fédérateur. Notre pays n'a pas trouvé son modèle pertinent : il rêve d'un modèle de type nordique, mais ne s'en donne pas les moyens. D'un autre côté, il refuse le modèle anglo-saxon libéral, mais se laisse acculer au chômage de masse ! Il s'agit d'un projet inter-générationnel qui implique l'ensemble des citoyens, tous étant unis les uns aux autres. Mais il s'agit aussi d'un projet qui dise dans quel type de société l'on souhaite vivre.

La crise du lien social provient du délitement progressif du tissu de relations qui existaient autrefois entre les individus à travers des institutions régulatrices comme les syndicats, les partis politique, les églises... Dès lors qu'un accident de la vie survient (chômage, séparation, maladie...), les mécanismes de solidarité traditionnels ne jouent plus et l'exclusion vient alors dissoudre le sens et les liens sociaux.

D'autres phénomènes amplifient cette crise : le manque de logement, la panne de l'ascenseur social, la stagnation des rémunérations...

Face à ces trois crises les réponses apportées par les différents intervenants, qu'ils soient publics ou privés, ont été d'apporter des prestations, mais prestations sans relations ne vaut rien. Dès lors, la question majeure est celle de la **densité du capital social**, d'entourage, de lien social qui entoure les personnes en difficultés. Et c'est bien là l'enjeu majeur de nos associations dans leur travail quotidien, au plus près de la détresse humaine.

2) Face à cette crise sociale, nos associations doivent jouer un double rôle de veille et d'innovation

L'inflation législative ne permet pas de résoudre tous les problèmes liés à la crise sociale et il serait illusoire de reporter sur les élus la charge de tout régler.

Ne faut-il pas aller beaucoup plus loin et mettre en place un dispositif d'engagement collectif qui réussissent à mobiliser non seulement les acteurs du social (travailleurs sociaux, associations, partenaires...) mais aussi les grands acteurs de la société française (syndicats, entreprises, services publics, collectivités locales, citoyens, médias...) ?

Nos associations doivent être des acteurs de ce projet fédérateur, et cela pour plusieurs raisons :

- tout d'abord, pour éviter les risques de déstabilisation de notre démocratie et retrouver le sens de la « promesse démocratique ». Il s'agit d'éviter quatre risques majeurs :

- le protectionnisme dans l'ordre économique
- l'autoritarisme dans l'espace politique
- la tentation communautariste dans le domaine social
- le fondamentalisme et l'intégrisme dans l'ordre du sens

- d'autre part, pour affirmer que le protestantisme a une vocation à « faire bouger les lignes », à résister à la fatalité et à protester devant l'injustice, les pratiques discriminatoires et les atteintes à la liberté.

- enfin, en tant que chrétiens, il s'agit pour nous d'avoir le courage de faire part de nos réflexions, même si elles ne sont pas toujours comprises de tous nos contemporains. Il s'agit aussi d'être cohérents entre ce que nous croyons, disons et faisons. La question de la lutte contre l'exclusion n'est pas un thème abstrait de discussion. Elle évoque le visage très concret de tous ces hommes, ces femmes et enfants, ces jeunes que nous côtoyons et qui s'adressent à nous. Et nous croyons qu'un jour, le Seigneur nous posera la question : « qu'as-tu fait de ton frère ? »

I. Comment les Associations protestantes luttent contre la précarité la pauvreté, l'exclusion

(2006)

A - L'action sociale des Institutions au sein de la Fédération de l'Entraide protestante

1. Les Institutions et Oeuvres Sociales Protestantes

Il existe en France près de 800 institutions/associations protestantes qui interviennent dans les domaines sanitaire, social et médico-social ; elles représentent au moins 20.000 emplois à plein temps et autant de bénévoles.. Voici quelques exemples marquants de leur travail sur le terrain :

- [L'Armée du Salut](#)
- [La Mission populaire évangélique de France](#)
- [ADRA](#)
- A Bordeaux, [Diaconat de Bordeaux](#)
- A Colmar, [l'Association Espoir](#)
- A Lille, [l'ABEJ-Lille : Association d'accueil et d'aide aux personnes sans-abri de Lille](#) (59)
- A Paris, [le CASP, Centre d'Action Sociale Protestant](#)
- A Toulouse, [TO7-Toulouse-Ouverture](#)

Pour mieux connaître le travail de ces associations, à lire absolument : *Habiter la ville : Attention chantier ! L'Eglise dans la Cité.* Ss la dir. d'Isabelle Grellier et Patricia Rohner-Hégé. Préf. Jean-François Collange.- Olivétan, 2005, 238 p.

2. La Fédération de l'Entraide Protestante (FPE)

Toutes les associations d'entraide sont regroupées au sein de [La Fédération de l'Entraide Protestante](#), elle-même membre de la Fédération Protestante de France.

« La FEP n'a pas vocation à être confessionnelle en tant que telle. Les projets des associations (...) sont des projets d'actions et de services, portés par des protestants qui considèrent que l'homme, et le plus faible des hommes, est la mesure de toute choses et qui accomplissent leur service en référence à l'Évangile. Il y en ce sens une affirmation laïque de l'action entreprise et cela en référence à l'Évangile. C'est en fait une façon d'être bien protestante ! » (Hubert Pfister, président de la FEP, Bulletin d'Information Protestant n°1535 / Mars 2002).

B - Le rôle relais de la Fédération protestante de France et de ses Eglises membres

1. Interpeller les pouvoirs publics

- Au lendemain du référendum sur le traité constitutionnel pour l'Europe, message du pasteur J.A. de Clermont, président de la FPF, mai 2005
- Lettre du Président de la FPF à Monsieur le Premier Ministre, Jean-Pierre Raffarin à propos de la pauvreté en France, 23 juin 2004
- A propos de la corruption – Déclaration du Conseil de la FPF, 1998

2. Participer au débat de société

Assises 1999 : Une Espérance à vivre, une société à construire

Les Actes des Assises

1996 : Travail Partage Exclusion : Pour un vrai débat sur les enjeux de l'emploi : déclaration du Bureau de la Fédération Protestante de France..
« Le niveau de chômage, l'angoisse des jeunes et la fragilisation économique et sociale d'une partie de la population sont tels, que la dignité et l'espoir en un avenir meilleur sont mis en cause...

Un tel délitement social porte en germe la destruction de la responsabilité individuelle et de la solidarité collective, sans lesquelles toute société humaine se transforme vite en jungle sans pitié...

L'intégration sociale, c'est-à-dire la place de chacun, doit être une priorité ».

1995 : Partager, c'est vivre, message final des Assises de la Fédération protestante de France, 1995

II. Enjeux de l'Action Sociale pour les Eglises

(2006)

A - Fondements biblique et théologique de la Diaconie

Message biblique et diaconie : "La situation actuelle de l'action diaconale est caractérisée par deux aspects : la distance entre le riche (même travailleur social) et le pauvre, la distance entre oeuvres et paroisses. Face à cette situation, un retour au message biblique est indispensable", par Fritz Lienhard

Aspects bibliques de la diaconie

« Sa pauvreté fait du Christ un serviteur et non un "bienfaiteur" »

La situation actuelle de l'action diaconale est caractérisée par deux aspects : la distance entre le riche (même travailleur social) et le pauvre, la distance entre oeuvres et paroisses. Face à cette situation, un retour au message biblique est indispensable.

Relevons d'abord que dans le Deutéronome, les prescriptions au sujet de la lutte contre la Pauvreté renvoient systématiquement le riche Israélite à sa propre pauvreté originelle (Dt 15 et 24). La pauvreté passée du riche Israélite est source de relation à Dieu et au pauvre. C'est Dieu lui-même qui avait « mis (son peuple) dans la pauvreté » (Dt 8,3). Le partage a donc pour fondement une faiblesse assumée et dépassée par la grâce de Dieu, qui met Israël dans la pauvreté et lui donne la terre où coule le lait et le miel. Cette manière de l'Israélite de se comprendre lui-même établit une communauté qui situe le pauvre dans la famille du riche et non dans la distance à son égard.

Echapper à la mort ?

Chez l'évangéliste Luc, les riches sont considérés comme égoïstes et comme prisonniers du souci (Luc 8, 14), par lequel ils veulent échapper à la mort (Luc 12, 25). Mais cet usage des richesses conduit à rompre les relations avec Dieu (Luc 12, 16-21) et avec autrui (Luc 16, 19-31), et place donc le riche dans une dynamique mortelle (Luc 6, 24ss). On peut donc dire que le riche court au devant de la mort en voulant la fuir. Dans sa recherche de pureté et de justice, le pharisien a un comportement parallèle à celui du riche. Lui aussi introduit une dynamique de l'exclusion et rompt les relations avec autrui en voulant fuir l'impureté et donc la mort.

Serviteur

Les pauvres reçoivent la promesse du Royaume de Dieu ; ce Royaume se rend présent dans les guérisons et le pardon qui sont l'expression de la pertinence du salut dans le registre de la pauvreté. Selon Luc, le salut est restauration des relations (Luc 19, 10). Pour sa part, le Christ assume une forme de pauvreté. En lui-même il est pauvre par son manque d'avoir et de pouvoir

(Luc 2, 6 ; 4, 3-13 ; 9, 51-57), mais il a les « pleins pouvoirs » s'exprimant dans les guérisons et dans l'annonce du pardon, dont le Christ fait usage au profit des « perdus ». Sa pauvreté fait du Christ un serviteur et non un « bienfaiteur » (Luc 22, 25-26), et rend possible le partage s'actualisant dans la Cène (Luc 22, 14-20).

Contre l'exclusion

Le chrétien doit renoncer à la propriété exclusive de ses biens pour « suivre » Jésus (Luc 14, 33). Ce « renoncement » se trouve sous le signe de la croix que le croyant est invité à prendre en charge (Luc 14, 26 ; 9, 23), et a pour but le partage. La prise en charge de cette croix place le croyant en situation de serviteur, de diacre, qui aide autrui dans la propre faiblesse (cf Luc 10, 33-36, Actes 3, 6). Selon les Actes, l'entraide fraternelle a sa place dans la communauté (Actes 2, 42-45). Elle est un prolongement de l'eucharistie. Le résultat est que dans la communauté, il n'y a plus de pauvres, exclus par manque de ressources. Il n'y a que des faibles, portés par la communauté (Ac 20, 35).

Accepter la faiblesse

Paul proclame un message semblable. Pour lui, la notion de « chair » désigne l'être humain fragile et mortel, qui, pécheur, refuse sa condition dans l'orgueil et la convoitise. La croix remet en question ce comportement en montrant un Dieu qui ne s'identifie pas aux fausses forces humaines, mais se révèle dans la faiblesse du Christ (1 Cor 1, 22s). Mais surtout, à la lumière de la résurrection, elle offre la possibilité d'accepter la fragilité humaine, en permettant à chaque croyant d'intégrer la mort dans son identité (2 Cor 5, 15), d'accepter son caractère de pécheur (Gal 3, 13 ; 2 Cor 5, 21) et sa faiblesse (2 Cor 12, 9). Ainsi, par sa croix et sa résurrection, le Christ fait passer de la faiblesse refusée dans l'incroyance à la faiblesse assumée dans la foi, source d'humilité et de complémentarité qui rendent possible la véritable communauté (Rom 12, 3-4).

C'est la grâce

A partir de ces trois auteurs bibliques, nous voyons donc que l'enjeu de la « diaconie » est l'intégration de la faiblesse dans l'identité des riches et des pauvres. Cette intégration est une des dimensions du salut. Ainsi, ce n'est pas l'exemple du Christ qui invite à la diaconie (l'œuvre du Christ ne s'imite pas), mais son offre de justification par la foi. C'est la grâce qui donne naissance à une parole et ainsi rend possible l'acceptation active des propres faiblesses qui conduit à cet esprit communautaire et à ce pragmatisme qui sont indispensables à l'action diaconale.

Fritz Lienhard, pasteur de l'ECAAL
LA Voix PROTESTANTE, avril 1997

Eglise et diaconie, bref historique de rapports tumultueux : des débuts de christianisme aux années 1980 par Jean-François Zorn

Eglise et diaconie

Bref historique de rapports tumultueux

Dès les origines du Christianisme, les rapports entre Église et diaconie se sont noués autour de la question du statut du ministère de diacre dont l'existence est attestée dans les épîtres de Paul, les Actes et les Pastorales. Il est intéressant de constater que le besoin d'un ministère de diacre naît de la nécessité de s'occuper convenablement des pauvres de la communauté. Ceci ne devait cependant pas distraire les apôtres de l'exercice de leur mission première : le ministère de la parole, mais s'articuler à lui (Cf. Actes 6, 1 à 7).

Au second siècle, c'est un ministère à part entière qui se met en place. Il est alors tourné vers l'extérieur de la communauté chrétienne ; mais il demeure également tourné vers l'intérieur car le diacre organise la solidarité et inscrit cette activité au cœur du culte, de la Cène notamment. Ce ministère est liturgiquement reconnu.

Au IIIe et IV siècles le ministère de diacre va être subordonné au ministère de l'évêque et devenir son assistant. Le ministère du prêtre va occuper tout l'espace ecclésial et se sacrifier autour de l'eucharistie. La fonction caritative spécifique du diacre disparaît et avec elle le rôle diaconal de

l'Église séculière diocésaine.

Au Moyen-âge, après les invasions, en zone rurale, c'est le monastère, avec sa communauté construite sur le modèle de l'Église primitive, qui s'offre à la société et à l'Église comme nouveau lieu de solidarités inédites. Le pauvre redevient un frère. Mais son exaltation et la sollicitude qu'on lui témoigne, contribuent au développement de la théologie du salut par les oeuvres. En zone urbaine, Ce sont les laïcs organisés en confréries ou fraternités qui participent à la création d'oeuvres sociales et hospitalières charitables (les fameux Hôtels-Dieu).

Les Réformateurs seront unanimes à vouloir rétablir le diaconat à côté du pastorat et articulé à lui. Ils échouent néanmoins dans leur tentative de restaurer un ministère spécifiquement caritatif, liturgiquement consistant et ministériellement reconnu pour deux raisons :

- 1) la laïcisation de la diaconie et le cléricisme des pasteurs. Dans les villes où se déroule la Réforme, l'autorité civile avait déjà pris en charge la diaconie. A Genève la perception de l'impôt ecclésiastique fait tomber en désuétude la pratique de l'offrande dans l'Église.
- 2) Sous prétexte de ne pas restaurer un régime épiscopal en imposant les mains aux diacre, ces derniers sont seulement présentés à la Compagnie des pasteurs et au Conseil des anciens, l'ecclésiasticalité se porte désormais sur le seul ministère pastoral.

Aux XVIIIe et XIXe siècles c'est le mouvement du Réveil. travaillé par des courants théologiques tels que le piétisme et le méthodisme insistant sur la responsabilité des croyants vis-à-vis des pauvres du monde entier, qui secoue les Églises de leur torpeur. Il permet alors à nouveau à quelques pionniers de songer à la restauration d'un ministère diaconal. La crainte de certains pasteurs et notables de perdre leur pouvoir, le séparatisme ecclésiastique d'autres, la volonté de certains Etats de confiner les Églises dans leur rôle cultuel (Articles organiques de 1802, Loi de séparation de 1905), la laïcisation de la société, conduisent les protestants à se lancer dans la création d'oeuvres caritatives d'inspiration protestante mais indépendantes des Églises. Pour contourner l'isolement que risque de créer cette séparation, les oeuvres et les mouvements diaconaux s'organisent alors sur le double plan national (sociétés, fédérations) et international (UCJG, scoutisme etc.).

Depuis l'émergence des nouvelles pauvretés dans les années 1980, ces institutions assument un ministère de solidarité et de proximité auprès des marginaux et des exclus. En France les oeuvres et les mouvements d'inspiration protestante se sont regroupés en France dans une fédération, l'Entraide Protestante. Dans le même temps des diaconats paroissiaux sont nés ou réapparus. Dans ces conditions se pose à nouveau la question des fondements théologiques et ecclésiologiques du ministère diaconal tant du côté des Églises locales que de celui des institutions diaconales. Elles doivent ensemble chercher sous quelles formes un ministère diaconal articulant annonce de l'Évangile, communion ecclésiale et solidarité sociale, pourrait être mis en oeuvre aujourd'hui.

Jean-François Zorn

La Voix Protestante, avril 1997

Libres d'aimer ou les fondements chrétiens de l'engagement chrétien

«L'HOMME EST JUSTIFIÉ PAR LA FOI, indépendamment des oeuvres de la loi'. Cette déclaration de l'apôtre Paul a été réaffirmée avec force par les réformateurs. Les Églises protestantes n'en consacrent pas moins une large place aux oeuvres : contradiction qui n'est qu'apparente », explique Isabelle Grellier.

Libres d'aimer

L'engagement chrétien : fondements théologiques

«L'HOMME EST JUSTIFIÉ PAR LA FOI, indépendamment des oeuvres de la loi. » Cette déclaration de l'apôtre Paul (1) a été réaffirmée avec force par les réformateurs. Les Églises protestantes n'en consacrent pas moins une large place aux oeuvres : contradiction qui n'est

qu'apparente, explique Isabelle Grellier.

Affirmant que le chrétien est justifié parla grâce de Dieu, indépendamment de ce qu'il fait, la Réforme n'a-t-elle pas sapé les fondements théologiques de l'engagement des chrétiens? Si effectivement le regard que Dieu pose sur nous ne dépend pas de nos actions, mais de son amour seulement, pourquoi prendrions-nous de notre temps et de notre énergie pour le service des autres?

Dans la pratique, on s'aperçoit que cette logique ne fonctionne pas - fort heureusement! -, et que, tout au long des siècles, s'est manifesté dans le protestantisme un réel dynamisme caritatif et social.

L'amour partagé

Il suffit de mentionner les noms de JeanFrédéric Oberlin, de John Bost, d'Albert Schweitzer ou de Martin Luther King - parmi tant d'autres - pour s'apercevoir que leur conviction de la justification par la grâce n'a pas découragé les protestants de s'engager dans des actions concrètes en faveur de la justice, au service des petits, des délaissés, des exclus.

La raison de cette contradiction apparente réside en bonne part, je crois, dans le terme de 'reconnaissance' ; celui-ci peut être décliné de multiples façons.

Ce que nous avons reçu, nous aimons généralement à le partager. La joie ne peut être gardée pour soi, elle déborde et rayonne autour d'elle. Vécue dans la conviction que nous sommes aimés, l'action au service des autres n'est plus régie par une comptabilité mortifère - en ai-je fait assez pour mériter d'être aimé, puis-je maintenant me considérer juste? - elle peut manifester au contraire la surabondance de la grâce, comme un débordement de cette assurance et de cette liberté nouvelles que nous donne la foi.

L'amour-caricature

Nous savons bien que c'est l'amour qu'il a reçu enfant qui ouvre à l'adulte la possibilité d'aimer à son tour; pareillement l'amour reçu de Dieu suscite chez le chrétien une ouverture nouvelle pour ceux qui l'entourent. Sous-tendus ainsi par l'assurance de la grâce, nos engagements deviennent des réponses à l'amour de Dieu, des expressions de notre reconnaissance pour ce qu'il a fait pour nous.

Le croyant vit donc de se savoir reconnu et cette conviction ne lui donne pas simplement un dynamisme nouveau, elle crée aussi en lui une disponibilité nouvelle à l'autre. Quelqu'un qui n'est pas assuré de lui-même a tendance à chercher en l'autre une confirmation de sa propre valeur; c'est lui-même qu'il voudrait trouver dans le regard de l'autre et cela se fait toujours plus ou moins au détriment de son interlocuteur, réduit à un rôle de faire-valoir. Ainsi, sans même en être conscient, l'éducateur tentera de conformer à sa propre image les enfants qui lui sont confiés, au lieu de les aider à progresser dans leur propre chemin. Cette tentation ne lui est pas réservée, rappelez-vous la caricature féroce que Jacques Brel fait des « dames patronnesses » !

Jamais sans les autres

Se sachant reconnu, le croyant peut plus facilement apprendre à reconnaître l'autre tel qu'il est; la différence n'est plus nécessairement une menace, elle peut être vécue comme une richesse. Certes, ce regard respectueux de l'autre n'est jamais définitivement acquis, il est toujours à reconquérir sur la tentation de se servir de l'autre pour se mettre soi-même en valeur. En fait ce respect de l'autre dans son altérité est surtout toujours à recevoir à nouveau; le grand avantage du chrétien est qu'il en connaît une source; à lui de bien vouloir s'y abreuver...

Ce n'est pas seulement le respect de l'autre que nous apporte la conviction d'être justifiés par la grâce, c'est aussi une proximité, une solidarité nouvelles qui nous sont données avec lui, en particulier avec tous ceux qui manifestent dans leur vie la faiblesse et la finitude humaine. Car accueillir la bonne nouvelle d'un Dieu qui nous aime tels que nous sommes demande d'avoir accepté que nous ne pouvons être justes par nous mêmes, que nous ne pouvons réussir tout seuls.

Démarche difficile; certes toute notre expérience humaine vient la confirmer: que serais-je aujourd'hui si le petit enfant que j'ai été n'avait été nourri, soigné, aimé par ses parents? Comment vivrais-je au quotidien si je ne m'inscrivais dans cette grande chaîne de solidarité que

représentent, malgré tout, les sociétés humaines?

Une même humanité souffrante et pécheresse

Pourtant il nous est toujours difficile de reconnaître ce qu'il y a en nous de dépendance et d'accepter nos limites; nous aimerions tant pouvoir être totalement autonomes et **ne rien devoir à personne... L'autonomie n'est-elle pas - et en partie à juste titre** - une des valeurs les plus prisées par notre société ? Mais voilà... nous reconnaître justifiés par Dieu, c'est renoncer à notre prétention de pouvoir nous passer de Lui, cette prétention qui pour Paul représente le péché par excellence! C'est renoncer à notre envie d'être comme des dieux - d'ailleurs, le Dieu de la Bible n'a-t-il pas, lui, choisi de dépendre de la solidarité des hommes? C'est accepter ce qu'il y a en nous de pauvreté. Cela nous aide à dépasser la peur que suscitent en nous la pauvreté et la dépendance des autres et nous conduit à reconnaître la profonde solidarité qui nous unit à ces hommes et à ces femmes que nous avons envie de fuir. Et la conscience de cette proximité vient modifier fondamentalement la relation; car nous ne pouvons plus nous regarder comme des gens 'bien' qui condescendrions à nous abaisser vers les pauvres, mais nous nous découvrons passagers de la même galère, la galère d'une humanité souffrante, pécheresse... une galère dont nous croyons que tous les passagers sont pourtant veillés par Dieu et invités à débarquer un jour sur la terre promise...

Une même humanité souffrante et pécheresse

Nous reconnaître justifiés par Dieu, c'est alors, du même coup, prendre conscience de l'indignité d'une société qui exclut certains de ces membres, qui leur refuse une place dans cette grande chaîne de solidarité qui devrait nous englober tous. C'est être conduits à refuser un tel refus, et à s'engager pour manifester clairement que Dieu, lui, reconnaît tous les humains et les inclut tous dans son amour.

Cette manifestation ne saurait se limiter à de beaux discours d'ordre religieux; comme Jésus et à sa suite, il s'agit de montrer que le Royaume de Dieu concerne toutes les dimensions de nos existences et qu'il est inséparable de l'idée de justice. Rappelons-nous les appels des prophètes: « Brise les chaînes injustes, dénoue les liens de tous les jugs... Car c'est cela le culte auquel le Seigneur prend plaisir... » (2)

Dieu nous justifie, il nous reconnaît et nous aime tels que nous sommes; lui manifester notre reconnaissance, c'est aussi apprendre à nous reconnaître membres solidaires d'une humanité qu'il aime toute entière, et apprendre à reconnaître en l'autre, aussi défiguré paraisse-t-il au regard humain, un frère comme nous aimé et reconnu de Dieu; alors comment ne pas s'engager pour dire à travers nos actes quelque chose de cet amour qui nous fait vivre, pour que ce frère puisse se savoir reconnu...

(1) Romains 3, 28

(2) Ésaïe 58 par exemple

ISABELLE GRELLIER

Professeur de théologie pratique à la Faculté de théologie protestante de Strasbourg.

Le Messager Evangélique, avril 1999

B. La Diaconie aujourd'hui : Les enjeux

La Diaconie est un appel à la vigilance et à être dans le monde, pour le transformer plutôt que de vouloir s'en tenir à l'écart et le déplorer. (...) La Diaconie, c'est le refus de l'indifférence, de la fatalité et de la résignation, c'est l'affirmation concrète du fait qu'il y a toujours quelque chose à faire, et que là où nous sommes, nous pouvons y contribuer (...) "

Hubert Ffister, président de la FEP

Eglise et Diaconat, même combat !... ou le témoignage de l'Eglise réformée de Grenoble.

Église, Diaconat : même combat !

A Grenoble, Église réformée et Diaconat sont un vieux couple. Dès 1906, des membres de la paroisse créent « une association charitable » qui prend le nom de Diaconat protestant. Pendant des décennies, Église et Diaconat travaillent main dans la main. Dans les années soixante dix, une crise de confiance surgit : les uns remettent en cause l'approche « charitable », qui limite l'action du Diaconat à une infirmerie des malheureux. Les autres critiquent l'approche « politique » qui divise l'Église. Aujourd'hui, Église et Diaconat sont réconciliés : le Diaconat fait partie intégrante du projet de l'Église réformée de Grenoble. Pour que leur relation reste dynamique, plusieurs conditions sont nécessaires.

Une conviction commune : l'Église est au carrefour de l'Évangile et du monde.

La vocation de l'Église est de faire retentir dans le monde la Bonne Nouvelle de Jésus Christ. Elle se présente donc nécessairement comme un carrefour où se croisent préoccupations des hommes et sollicitude de Dieu. Par ses actions et ses réseaux, le Diaconat est au beau milieu du carrefour ! Il alimente ainsi la réflexion de toute l'Église sur le champ de sa mission.

Un enracinement spirituel

Cette conviction doit être régulièrement nourrie. Cinq ou six fois par an, le Diaconat anime le culte communautaire. Est ainsi rappelé aux bénévoles engagés dans le Diaconat que leur action n'a de sens qu'enracinée dans la Parole et le projet de Dieu, et qu'ils sont envoyés par l'Église pour accomplir leur service.

Un même projet : rendre habitable la terre habitée

Église et Diaconat ne peuvent collaborer que s'ils partagent la même vision : celle d'un monde qui donne à chacun les moyens de vivre en paix. Ce qui implique non seulement une aide matérielle aux plus démunis, mais aussi une pédagogie pour permettre à ceux-ci de relever la tête et d'assumer leur existence. Et bien sûr l'interpellation des consciences et des pouvoirs publics, avec un effort de propositions. En ce sens, l'Église et le Diaconat se reconnaissent acteurs et partenaires de la construction sociale.

Un travail d'analyse

Pour être efficace et crédible, le travail diaconal doit se baser sur une double analyse : le repérage et l'explication des dysfonctionnements de la société, la lecture théologique des phénomènes sociaux, un peu à la manière des prophètes de l'Ancien Testament. C'est là un travail politique dont il importe que l'ensemble de l'Église soit partie prenante.

Un effort de communication

Sans une communication bien organisée, les liens ont tôt fait de se distendre, entraînant méconnaissance et incompréhension. Pour éviter cela, un délégué du conseil du Diaconat est invité à chaque séance du Conseil presbytéral, et réciproquement. Une réunion commune a lieu chaque année. Le Diaconat et l'Église partagent les mêmes locaux pour leurs secrétariats, entraînant brassage des bénévoles et mutualisation des équipements. Enfin, c'est un des pasteurs de l'Église locale qui soutient le travail du Diaconat, à hauteur d'un mi-temps en 2005.

Au bout du compte, lorsque l'on veut évoquer la réalité de l'Église et du Diaconat à Grenoble, on ne sait plus trop quels mots utiliser. Car si pour les besoins de la législation française, Église et Diaconat sont deux associations distinctes, ils sont une seule et même entité spirituelle. Il n'y a pas d'un côté « eux », et de l'autre « nous » : tous sont ensemble l'Église, tous sont ensemble témoins de l'amour de Dieu pour les plus petits. Ils ne travaillent plus main dans la main : ils sont les deux faces de la même main.

Didier Crouzet.

Presse protestante réformée, déc. 2004

La Diaconie aujourd'hui, fraternité et espérance " M'appuyant sur l'expérience de l'Eglise ancienne, j'ai défini, (..) la diaconie comme du pain, du soin... portés par l'espérance et par la fraternité. II me semble que cette

définition reste profondément pertinente aujourd'hui. Car fraternité et espérance font grandement défaut dans notre société. Et il n'est pas sûr qu'un état laïc puisse vraiment répondre à ce manque " Par Isabelle Grellier

La diaconie aujourd'hui, fraternité et espérance

M'appuyant sur l'expérience de l'Eglise ancienne, j'ai défini, (..) la diaconie comme du pain, du soin... portés par l'espérance et par la fraternité. Il me semble que cette définition reste profondément pertinente aujourd'hui. Car fraternité et espérance font grandement défaut dans notre société. Et il n'est pas sûr qu'un état laïc puisse vraiment répondre à ce manque.

Le désir de santé et de bien-être, très fort aujourd'hui, est, plus qu'hier, articulé à une demande de sens et d'espérance. Le malade veut être considéré dans toutes les dimensions de son être, et non comme « l'appendicite n°X ». Il ne sert pas à grand-chose de tenter de parler du salut de l'âme sans s'intéresser à la situation sociale de la personne, ni de soigner une maladie sans être attentif à ses dimensions relationnelle, sociale et spirituelle.

Où il est question d'unité

Cette affirmation de l'unité de la personne humaine à travers toutes ses composantes rejoint l'anthropologie biblique qui se refuse à dissocier corps et esprit. Pour la foi chrétienne, chacun est aimé de Dieu dans sa globalité ; corps, psychisme, relations avec les autres et avec Dieu, regard sur la vie, etc. : son être entier est concerné par le salut offert en Christ.

Il y a là un encouragement adressé aux chrétiens engagés dans la diaconie à ne pas mettre sous le boisseau les convictions qui fondent leur espérance. L'appel les concerne d'abord personnellement: il importe qu'ils prennent le temps de ressourcer régulièrement leur engagement à la lumière du Royaume qui vient.

Car c'est la parole qui nous nourrit qui fait que notre engagement est diaconal, bien plus que celle que nous prononçons. Mais cette ouverture à la globalité de la personne concerne aussi les usagers de la diaconie ; cela exige en particulier que la question du sens ait pleinement place dans les lieux diaconaux - qu'elle y soit même favorisée par la présence de personnes formées à accompagner ce type de questionnement -, et que l'Evangile puisse être proposé sans être jamais imposé.

Frères de qui ?

La demande de fraternité est-elle aussi très forte dans une société profondément fragilisée par l'individualisme ?

A l'heure où les solidarités traditionnelles s'effritent et où la solitude touche tant de personnes, la fraternité est l'une des richesses que les chrétiens peuvent faire rayonner autour d'eux. Mais la communion fraternelle peut-elle être vécue effectivement en dehors du cercle des croyants ? L'action diaconale ne risque-telle pas, en s'élargissant et en s'institutionnalisant, de perdre la dimension communautaire qui la définit ? (...) les relations de fraternité fondées sur la communion en Christ sont-elles possibles en dehors de la communauté chrétienne ?

Deux modèles sont là possibles, l'un qui insiste sur l'amour de Dieu pour toute l'humanité et souligne que nous sommes tous dépendants de cet amour, l'autre qui privilégie la réponse de l'homme et distingue radicalement les convertis des autres. Dans le second modèle, la fraternité dépend du « oui » à Dieu prononcé par chacun, dans le premier - que, pour ma part, je préfère -, elle est donnée par la commune qualité d'enfants de Dieu des interlocuteurs, qu'ils la reconnaissent ou non.

Vivre une telle fraternité est difficile, le danger étant que l'universalité conduise à un certain affadissement. Mais ce n'est pas à aimer indistinctement toute l'humanité que nous sommes appelés, c'est à aimer le prochain qui frappe à notre porte. Et le chrétien n'est-il pas un mendiant, lui aussi, comme Luther le disait ? Reconnaître notre propre pauvreté devant Dieu crée avec celui qui est dans le besoin une proximité concrète qui nous aide à l'accueillir réellement comme un frère en humanité.

Au-delà des pesanteurs de l'institution, des contraintes de l'administration et sans négliger les

richesses des savoirs et techniques laïques, la vocation des institutions diaconales est d'être des lieux d'espérance et de fraternité pour tous. En Dieu, est-ce vraiment impossible ?

Isabelle Grellier
Faculté de Théologie protestante – Strasbourg
La Voix Protestante – décembre 2002

Etat des lieux de la diaconie : l'exemple de l'Eglise réformée en Région Parisienne

Etat des lieux de la diaconie de l'Etat

C'est le thème choisi par la cellule diaconie de l'ERF/RP pour le forum qui se tiendra le 15 juin après-midi (2002). Seront invités les membres des diaconats des paroisses de la Région Parisienne et ceux qui sont intéressés par l'entraide.

La diaconie existe partout. Presque chaque paroisse a créé une association d'entraide. La plupart travaille seule, sur le territoire de la paroisse et sans coordination inter-paroissiales (secteurs ou consistoire) ou régionales.

Quelques chiffres

Sur 70 associations culturelles, 38 disposent d'une association d'entraide, 16 n'en n'ont pas et préfèrent cantonner leur activité diaconale au sein de l'association culturelle, 16 enfin n'ont pas donné de réponse (et, parmi elles, quelques grosses paroisses).

En moyenne, les diaconats ont seize membres qui représentent environ 10% du nombre de foyers participants.

En moyenne, les diaconats ont un budget voisin de 7 600 euros qui représente un peu moins de 10% de la cible régionale de leur paroisse.

Ces chiffres doivent être pondérés en raison de la part que représentent les grosses associations d'entraide appartenant surtout aux « grosses » paroisses, elles sont 11 à réunir plus de 45% des personnes actives dans la diaconie et à concentrer plus de la moitié des sommes évoquées plus haut. Que ce soit le reflet de leur histoire ou de leur dimension, ces paroisses présentent toutes la caractéristique de consacrer une part de leurs moyens en personne et en capacité de financement nettement supérieure à la moyenne. Faut-il s'en féliciter ou le déplorer ?

Les « petites paroisses », quant à elles, ont beaucoup de mal à réunir des moyens pour assurer des services de diaconie ; elles le déplorent souvent.

Une conclusion

Pour être provocateur, on peut affirmer que la notion de « diaconat paroissial » est un peu désuète et peu en rapport avec le souci d'efficacité indispensable dans l'action sociale. Par contre les capacités d'écoute et d'accueil, qu'autorise un aussi grand nombre de personnes impliquées dans la diaconie, semblent souvent sous-employées car peu organisées.

La paroisse et son environnement proche sont le bon endroit pour exercer une mission d'entraide auprès des membres de la paroisse et de leurs proches. Il serait intéressant de mettre en évidence l'intérêt qu'il y aurait à organiser les associations d'entraide au niveau inter-paroissial et donc, sans aucun doute, au niveau des secteurs à l'un desquels chaque paroisse appartient.

Antoine Odier
La Voix Protestante Avril 2002

QUELQUES POINTS DE VOCABULAIRE

Cellule : selon Littré « petite chambre d'un religieux ou d'une religieuse », dans le langage de l'ERF Région parisienne, la cellule décrit un groupe de réflexion et d'action qui fait partie de son organisation.

Diaconie : selon Fritr Lienhardt (1), c'est « le prolongement de la communauté ecclésiale au profit des exclus », dans le langage de l'ERF-Région parisienne, cette citation décrit assez bien la

perspective diaconale de nos Eglises sans oublier les « exclus de la Cène ».

Diaconat : selon Calvin, il est destiné à porter secours aux pauvres au nom de la communauté chrétienne.

Dans l'organisation des paroisses, c'est le nom générique qu'on attribue parfois aux associations d'entraide,

Entraide : selon le petit Robert « action de s'entraider », dans le langage de l'ERF-Région parisienne l'entraide couvre les activités des associations d'entraide dont le présent article ambitionne de donner un aperçu.

Etat de la diaconie : tentative de dresser un profil actuel de la diaconie dans les paroisses de la Région parisienne.

Diaconie de l'Etat : formule raccourcie pour exprimer le contexte actuel où la diaconie est largement « sécularisée » : l'Etat est devenu le principal pourvoyeur de moyen et assure et contrôle, au titre de la solidarité sociale, l'essentiel de la prise en charge de l'assistance des citoyens et des exclus.

CASP : Centre d'action sociale protestant.

CAFDA : service du CASP en charge de la Coordination des Aides aux Familles de Demandeurs d'Asile.

(1) Article de Fritz Lienhard, « Diaconie » in B. Kaempf (Dir) Introduction à la théologie pratique, Presse Universitaire de Strasbourg 1997 pp. 259-274.

L'ERF Bordeaux s'interroge sur ses oeuvres : votre œuvre est-elle encore une œuvre de l'Eglise ?

L'Eglise réformée de Bordeaux s'interroge sur les oeuvres

« Votre œuvre est-elle encore une œuvre de l'Église ? ». Question délicate posée par « Une Église pour témoigner », aux responsables des oeuvres sociales protestantes bordelaises. Résultat : un panorama dense et vivant de l'engagement protestant dans le domaine social.*

L'éditorial de Ded Klingebiel, intitulé "Témoigner", donne le ton : Protestants réformés, nous refusons le prosélytisme, proclamons la gratuité de la Grâce, et nous engageons humblement dans l'aventure commune de la vie dans notre société. Il remarque aussi qu'à Bordeaux, l'Église est bien plus connue par ce qu'elle fait, dit et met en pratique dans la cité que par son activité culturelle. Paradoxalement, ajoute-t-il, ce ne sont pas nos motivations, mais nos actions, qui intéressent les pouvoirs publics.

Priorité au témoignage

Pour sa part, Jean-Pierre Bouscharain, le président du Conseil d'Administration de Bagatelle, commence par retourner la question : les premiers à se la poser sont ceux, qui membres de l'Église, donnent de leur énergie et de leur temps pour que cette oeuvre continue (depuis le XIXe siècle) à porter témoignage. Chaque fois qu'un débat a lieu, affirme-t-il, la position n'est arrêtée qu'en considération de la mission de témoignage des valeurs évangéliques que les Fondateurs ont assignée à l'oeuvre.

Il remarque aussi qu'à l'extérieur, Bagatelle est en général considérée comme une oeuvre protestante : on entend souvent parler d'aller "chez les protestants", ou de ce qui se fait "chez les protestants" et c'est un signe fort de reconnaissance. Il n'en va bien évidemment pas de même pour les financements, les besoins de la Fondation étant sans proportion avec ce que les fidèles pourraient apporter.

Comme si on avait honte d'être protestants

Hélène Lapeyre, assistante sociale au Diaconat de Bordeaux, insiste tout particulièrement sur le travail avec des bénévoles, qui n'ont pas de culture de métier, pas le même vocabulaire, mais dont la jeune diplômée qu'elle était il y a dix ans a appris à reconnaître les qualités d'expérience. Fraîchement diplômée de l'École Normale Sociale de Paris, Hélène se souvient qu'après son entretien d'embauche au Diaconat, elle s'était empressée d'acheter un livre sur les Protestants. :Aujourd' hui, elle ne renoncerait pour rien au monde à l'ouverture, à la réflexion et à la respiration

apportés par l'éclairage théologique.

Savoir trouver les mots

À l'opposé, Olivier Bresch, président du Conseil d'Administration du *Foyer pour Tous*, reste très catégorique : le fonctionnement avec des fonds publics ne permet pas de tenir un discours confessionnel et l'animation n'a pas mis en place les conditions favorables à un témoignage explicite de l'Évangile.

Cela étant, le Foyer pour Tous reste une oeuvre protestante; non seulement par ses statuts et la composition de son Conseil d'Administration, mais surtout par la qualité du travail éducatif accompli : respect des personnes et de leurs libertés individuelles, incitation à l'autonomie à la responsabilité, notamment en matière de santé, à l'effort dans le travail, au respect des engagements pris.

À propos du projet d'extension du foyer (85 logements neufs rue Décats à Bordeaux), Olivier Bresch a le sentiment d'offrir à l'Église Réformée de Bordeaux un nouvel outil de travail au service des jeunes de 16 à 25 ans. Il lance un appel : "sachons trouver les mots pour donner une meilleure lisibilité à nos actions de développement en faveur de la jeunesse".

Mettre l'Évangile en pratique

Pascal Vernier, le pasteur mis à la disposition du Foyer Fraternel pour gérer ce qui est devenu une entreprise sociale de 26 salariés et 50 bénévoles, n'y va pas par quatre chemins : "Le Foyer Fraternel serait-il passé à l'ennemi ? Aurait-il vendu son âme ? Se serait-il inféodé à un système laïc devant lequel il serait bon de cacher l'étendard originel de la foi ?" La réalité est beaucoup plus simple, s'empresse-t-il de répondre. Le Foyer Fraternel reste fidèle à la mission qui a présidé à sa création par L'Église Réformée en 1951 : déployer dans les quartiers Nord de Bordeaux une oeuvre qu'elle désirait profondément diaconale, en complément d'un discours plus théologique. Tout en insistant sur la force que donne l'exercice d'un ministère collégial, Pascal Vernier n'hésite pas à affirmer le caractère irremplaçable de la présence pastorale. Et son propos en fait bien saisir l'enjeu : que les usagers du Foyer y trouvent une place et une expression de cette certitude de vie où la question de Dieu et du service se pose de façon concrète de mille et une manières (justice sociale, solidarité, travail, partenariat, visions politiques, etc.). Le service social produit au Foyer en toute gratuité, est offert dans l'expression de la Grâce de Dieu pour tous, sans idée de marketing religieux (prosélytisme) pour celles et ceux qui le mettent en oeuvre.

Pour Pascal Vernier, cinquante années de présence et d'actions sociales, de rigueur et de transparence, d'appartenance à des réseaux institutionnels et associatifs, prises de positions publiques, articles de presse, luttes pour les plus petits, parlent infiniment plus, et du Foyer Fraternel et de l'Église que bien des discours.

À mauvaise question, bonnes réponses

"Votre oeuvre est-elle encore une oeuvre d'Église ?" Question délicate autant qu'indélicate, pertinente autant qu'impertinente, mais certainement courageuse. Peut-être seulement mal formulée... À la lecture des témoignages livrés par "Une Église pour témoigner", une chose est certaine : chacune à sa manière, les oeuvres sociales issues du protestantisme bordelais témoignent concrètement de l'Évangile et sont à ce titre une manifestation de l'Église. Quant aux questions qu'elles nous renvoient en retour, elles interrogeront sans doute l'Église Réformée de Bordeaux sur la qualité de son témoignage.

Par Serge Guilmin et Richard Bennahmias.

Ensemble n°182 / Mai 2003

Journal de l'Église Réformée de Bordeaux - n° 68 - février 2003

III. L'urgence d'une plus grande mobilisation des protestants ou comment développer dans nos Eglises une spiritualité de service

(2009)

A - Entendre ce que les institutions ont à nous dire

L'appel de la 13e assemblée de la **La Conférence des Eglises européennes-KEK**, Lyon 2009 "Appelés à promouvoir des principes éthiques dans les structures financières et économiques "

" nous appelons au renouveau des structures financières et économiques mondiales et affirmons notre ferme conviction que les principes éthiques reposant sur la foi pourront contribuer à ce changement de manière significative "

Le Bulletin d'Information Protestant du 15-31 mars 2002 : ***Qu'attendez-vous des Eglises et des protestants et/ou que pouvez-vous leur apporter ?***

Il faut avant tout sortir de l'opposition œuvres et Eglises. Il faut comprendre que si la diaconie est le service fait en référence à l'Évangile, il est donc assumé par des personnes qui en ont entendu parler et qui continuent probablement à chercher à le comprendre mieux. Très précisément, nous souhaitons mettre en place une véritable réflexion théologique autour du lien indissoluble entre Parole et Action. (...) Il nous paraît en effet important de participer à une prédication de la responsabilité et une catéchèse de l'engagement.(...) Par ailleurs, il nous faut souligner que nous attendons des Eglises qu'elles soient des viviers pour trouver des Bénévoles, des militants et des administrateurs. (...) Hubert Ffister, président de la FEP ...

[L'Appel du collectif Alerte](#), le 26 Mai 2005

Loin des caméras et des micros

Expériences de pasteurs de l'Elsau et de la Meinau à Strasbourg

Loin des caméras et des micros

Quartiers sensibles : oser la proximité

Pour Didier Chastagnier, officier de l'Armée du Salut travaillant dans le quartier de l'Elsau à Strasbourg, et Arnaud Stoltz, pasteur luthérien à la Meinau, il n'y a pas de remède miracle à la violence des quartiers. Mais un long travail de remailage du tissu social à accomplir, dans l'ombre et la patience.

Dans les quartiers de l' Elsau et de la Meinau à Strasbourg, pourtant réputés « chauds », la situation est contenue. « On n'a pas attendu que ça explose partout en France pour être présents sur le terrain depuis les années », disent de concert Didier Chastagnier de l'Armée du Salut et Arnaud Stoltz de l'Eglise luthérienne. Et si la situation n'est pas plus explosive à Strasbourg, si elle ne s'embrase pas, c'est sans doute grâce à l'important tissu associatif et ecclésial existant.

Les événements récents ne les ont pas découragés mais les ont encore rapprochés de ces familles qu'ils côtoient au quotidien. En effectuant de nombreuses visites, Arnaud et Didier ont remarqué à quel point l'image des quartiers que renvoie la télé ravive les plaies et le désarroi. Les gens sont profondément blessés par les propos tant relayés sur la « racaille à karchériser ». « Leur seule identité, puisque la plupart sont sans travail, c'est leur quartier, Si on attaque le quartier, on les attaque eux, personnellement. » Les deux pasteurs sont donc particulièrement à leur écoute aujourd'hui, attentifs à donner des paroles qui relèvent et redonnent espoir. Tous les deux insistent

sur l'importance de la clarté et de la gratuité. A chaque contact, ils annoncent clairement qu'ils viennent de la part de l'Eglise protestante, ne cachent pas leur identité et leur attachement au Christ. Mais ils respectent les convictions et la foi de leurs interlocuteurs.

« Le rôle de l'Eglise, ici, ce n'est pas de remplir les bancs du dimanche matin, mais d'ouvrir les portes, d'apporter de l'oxygène, d'être dans la gratuité et d'établir des relations. La plus belle paroisse, c'est la rue, n'hésite pas à dire Didier. Et quand j'ouvre mon local, je les fais entrer dans le salon. »

Produire du lien

«Le gouvernement est sur le registre de la paix sociale et pas du lien social, dit encore Arnaud. On peut bien sûr acheter la paix et la tranquillité en faisant de la répression. Mais on ne peut pas acheter des relations et du lien. Mon travail à moi, c'est de produire du lien et d'aller vers plus de vie. » Ce travail-là se fait dans l'ombre, loin des caméras et des micros. Pour Arnaud et Didier, un travail relationnel ne s'institutionnalise pas. Si la plupart des protestants font un patient travail de fourmi, sans grande publicité, c'est pour ne pas invalider cette action en l'obligeant à des résultats. « Dans la relation, il faut rester dans la gratuité. Les résultats viennent par surcroît, quand on a donné de soi. »

La spiritualité est-elle performative dans les quartiers ? « Tout dépend de ce qu'on appelle spiritualité, répond Arnaud. Si la spiritualité est liée à la vie, alors oui, on a une parole de vie et de libération à proposer. Les Béatitudes, par exemple, sont un programme d'action révolutionnaire. Si on traduit « heureux » par « en marche », on peut dire aux gens qu'il y a des perspectives, un chemin à faire, même si c'est dur. On peut leur dire qu'on peut se libérer de l'esclavage de l'assistanat, entre autres. »

Didier Chastagnier rappelle que dans l'Evangile, le royaume de Dieu n'est pas spectaculaire, mais extra ordinaire. Leur travail dans les quartiers, c'est une accumulation de petites fidélités, de petites graines semées qui finissent par porter du fruit. Jamais de coups médiatiques, de grandes promesses et de belles déclarations d'intention, mais une action humble sur le terrain pour garder le contact avec les familles, encourager les enfants à travailler à l'école en organisant des aides aux devoirs, des clubs de jeunes pour discuter et apprendre le respect.

Pour Didier et Arnaud, le quartier n'est pas une fabrique à désespérance, c'est aussi un esprit village, avec une solidarité et une convivialité dans les rencontres qu'on oublie toujours de mentionner. « Il y a des gens formidables ici. Des adultes responsables qui vont à la rencontre des jeunes. Des mamans courageuses qui élèvent leurs enfants dans des conditions d'une précarité incroyable. Moi je refuse de baisser les bras », poursuit Didier. Cette explosion de violence et de révolte me donne au contraire envie de me démultiplier pour que des actions positives se développent partout en France. Il faudrait que chaque paroissien aille voir son pasteur et lui dise : « Et nous, quand est-ce qu'on s'engage pour que ça change dans les quartiers ? » A Actions Quartiers, **nous sommes prêts à assurer des formations pour qu'un travail nouveau naisse dans d'autres lieux. Dieu n'appelle pas des gens capables. En revanche, je suis convaincu qu'il rend capables ceux qu'il appelle ».**

Propos recueillis par Patricia Rohner-Hégé et Daniel Poujol

Le Messenger n°47/2005

Forum de la vie associative : participez !

- Réfléchir à l'articulation Eglises – associations sur le terrain ...
- C'est l'originalité de la Fédération protestante de France que d'être un lieu d'expression commune du protestantisme dans la société, les IOM ayant rejoint les Eglises en 1960.

Les diaconats de paroisse. Fonctions anciennes, enjeux nouveaux par Bernard Rodenstein - 1997

La question qui se pose à celle, et à ceux qui veulent servir l'homme, tout

homme et tout l'homme est la suivante : ne finit-on pas par prendre pour de la dynamite ce qui n'est rien d'autre que la « dynamis » révélée en Jésus-Christ ?

L'Entraide protestante

Revue Autres Temps, cahiers d'éthique sociale et politique N°56/ Hiver 1997-1998

Les diaconats de paroisse.

Fonctions anciennes, enjeux nouveaux

Bernard Rodenstein,
Association Espoir-Colmar,
président de l'Entraide protestante

Je souhaite, comme le titre de mon intervention y invite, laisser délibérément hors du propos la question des oeuvres ou encore des établissements et institutions, constituent pourtant un secteur non négligeable de notre diaconie.

Ce qui m'occupe, c'est l'évolution de cette diaconie qu'il est difficile de définir, tant son champ et ses modes d'interventions sont récents, imprécis, diversifiés et en constante mutation. Vous avez contourné la difficulté en parlant des diaconats de paroisse. Dans notre jargon, nous parlons aussi de diaconie légère, souple, mobile, voire prophétique, mais non sans irriter les acteurs du monde institutionnel qui supportent mal qu'à contrario nous laissions transparaître la lourdeur, la rigidité, voire le conservatisme de leur branche. Et on les comprend car les clivages, et il en existe, ne sont pas aussi facilement repérables.

De quoi parlons-nous ?

D'un ensemble de services, d'associations, de lieux d'accueil qui se sont constitués principalement depuis les années 70, avec la multiplication progressive des situations de précarité, d'exclusion, de pauvreté. Il ne s'agit pas de créations nouvelles. Sous l'effet violent et massif du chômage, de l'éclatement des liens sociaux, du ralentissement des capacités et de la volonté intégratrice de la France et des insanités des politiques d'urbanisme et du logement, beaucoup d'organisations caritatives existantes ont tenté de faire face et se sont converties peu ou prou.

La naissance de l'Entraide protestante, la Fédération nationale première formule qui a regroupé les diaconats paroissiaux et les associations souvent issues des milieux paroissiaux, correspond à la fois à l'explosion des précarités, au développement des initiatives publiques et privées et au besoin très vite ressenti de disposer d'un lieu de réflexion, d'échange sur les pratiques et de concertation en vue des débats indispensables à avoir avec les pouvoirs publics et avec l'opinion publique. Il est clair que le réflexe premier a été assez généralement celui de la pitié ou de l'indignation. La vue de la misère est encore et toujours insupportable parce qu'elle fait peur - pour soi-même et parce qu'elle heurte les convictions forgées par des siècles de culture judéo-chrétienne et humaniste. Les vagues successives de licenciements, les situations de surendettement, les expulsions, de locataires, on plutôt l'insolvabilité des candidats au logement social, la fragilité des solidarités familiales, ont jeté un nombre important de personnes dans la rue, ont déstabilisé des quartiers entiers et contribué à créer un peuple de personnes livrées à elles-mêmes, condamnées à la mendicité et aux stratégies de survie. L'augmentation des comportements déviants et auto-destructeurs est une autre forme de réponse à l'exclusion subie. Les pouvoirs publics, sensibles aux argumentations économiques qui ne voient le salut des hommes, de certains hommes, que dans le « remusclage » de l'appareil industriel, commercial et financier, ces pouvoirs publics qui tous les 6 mois voient le bout du tunnel, commencent par mentir et par temporiser.

Ce ne serait qu'une mauvaise passe. Contre toutes les statistiques qui tracent la courbe ascendante du chômage, ils s'obstinent à faire croire au miracle. Le temps passe. Le mal s'aggrave. Les tensions sociales augmentent. Les incompréhensions s'installent. C'est le temps du doute, de la morosité ; mais aussi des drames individuels.

Dans le privé s'ouvrent des permanences d'accueil, des restos du coeur, des abris de nuit, des vestiaires, en un mot la charité se mobilise ; l'urgence permet de tout faire, exige même de tout faire.

Oserai-je dire que ce mouvement a été du pain béni pour des Églises et pour des chrétiens qui retrouvaient une raison d'être, leur véritable identité et leur capacité de mobilisation ?

J'ose en tout cas dire que l'élan n'a pas été général. Les paroisses ont diversement réagi et certaines se sont divisées sur cette question.

Leur appartenait-il de faire du social ?

Car c'est de cela qu'il s'est agi très vite.

Dans un état laïcisé, il n'était pas question de laisser un problème aussi crucial entre les mains des spécialistes de la charité.

De toute façon, l'ampleur des problèmes commandait une action publique avec de l'argent public et aussi des règles du jeu.

Les Églises et la diaconie ont aussi trouvé sur leur chemin les nouvelles donnes du pouvoir médiatique.

Sans média, pas de charité et pas de mobilisation de l'opinion. Les gens du spectacle n'ont pas été les derniers à le comprendre et à s'engouffrer dans la brèche.

Coluche, pour ne citer que le plus célèbre et peut-être aussi le plus authentique, a eu autant sinon plus d'audience que l'abbé Pierre. Pour entraîner les foules dans un mouvement de solidarité forte, mieux vaut être une vedette qu'un obscur diaconat paroissial.

L'État et les collectivités se sont d'abord frottés les mains. Tant mieux, si le privé est capable de drainer de l'argent et d'occuper le devant de la scène ! C'est autant d'économisé et on oublie de se demander : mais que fait donc l'État ?

L'État s'est engagé . A tort et à travers. Des mesures sont tombées dans tombés les domaines. Il y a eu du bon, du moins bon et du très mauvais.

Le tout dans une improvisation permanente où l'effet d'annonce l'emportait largement sur le contenu réel et sur les capacités d'application. Pour l'orchestration du tout, la pagaille a été la règle. Le pilote n'a pas toujours été clairement désigné. Parfois il y en a eu trop. Où les choses sont devenues sérieuses, c'est avec le R.M.I. Faire une loi garantissant à chaque citoyen un filet de sauvetage a d'abord été l'occasion d'une réflexion coordonnée au niveau de la puissance publique. Une prise de conscience de l'ampleur du problème a eu lieu. Tous aussi, ou presque, furent unanimes pour penser que la solution était trouvée.

C'était mal connaître la profondeur et la complexité du problème. Le R.M.I. est une rustine et un révélateur.

La rustine pour les personnes qui le touchent, et un révélateur de la formidable fracture sociale que beaucoup d'élus et d'acteurs soi-disant responsables ont sous-estimée, voire ignorée. Le R.M.I. coûte cher. Trop cher, clament depuis quelques années les gestionnaires.

Inefficace de surcroît, disent les réalistes, qui considèrent que beaucoup de bénéficiaires ne sont pas insérables, quoi que l'on fasse.

L'enjeu, depuis la campagne présidentielle de 1995, est devenu clairement Politique. L'opinion publique est angoissée. Le phénomène de l'exclusion n'est pas maîtrisé. Certaines banlieues sont des poudrières.

A part Jacques Chirac qui voit s'amorcer un cycle long de croissance forte et continue, personne ne voit la sortie de France, ni en Europe, ni dans le monde.

Mais il faut rassurer cette opinion publique.

Il faut la convaincre qu'on tient le bon bout.

Et en même temps, il faut convaincre la Bourse, les marchés immobiliers et le marché tout court, que quoi qu'il arrive, l'État et les collectivités seront sages. Qu'ils ne mettront pas trop d'argent dans ce tonneau des Danaïdes.

L'impôt est mieux utilisé à soutenir des investisseurs qu'à faire la charité à des personnes qui n'en « valent pas la peine ».

Dans ce contexte, on nous annonce les nouveaux gadgets : la loicadre contre l'exclusion et le pacte pour la ville.

Pardonnez-moi cet excursus rapide et brutal sur l'environnement social, économique et politique, mais il était indispensable de rappeler que c'est dans ces réalités, tragiques pour beaucoup, et à terme pour la société, que se situe une part non négligeable de la diaconie d'aujourd'hui. L'ordre du jour de la diaconie lui est imposé par les souffrances des hommes et par les injustices qui la génèrent.

L'effort que déploie notre Fédération vise à informer et à former les services de la diaconie au sujet de la réalité de ces problèmes et à bâtir ensemble des réponses à court, à moyen et à long terme.

Pour résumer brièvement nos convictions à ce jour, nous avons élaboré une charte qui énonce ce qui suit

- les souffrances des hommes ne sont pas dues à la fatalité. Elles sont le fruit de l'injustice et de désordres structurels qu'il s'agit d'analyser et de dénoncer ;

- l'aide immédiate à la personne doit être offerte avec le souci du respect de sa dignité d'être humain à part entière :

- à moyen et à long terme, il s'agit de révéler autant que faire se peut les enjeux pour les individus et pour la société entière ;

au nom d'une fraternité bien comprise, en tout cas dans la fidélité à l'Évangile de Jésus-Christ, nous pensons et nous agissons en vue d'une réconciliation de l'humanité entière ;

contre les préjugés qui régissent les conceptions inégalitaires, élitistes, voire fratricides, nous affirmons, avec d'autres, que toute vie est à considérer avec respect et doit bénéficier de l'ensemble des droits qui forment le cadre de notre commune protection et de l'épanouissement auquel nous aspirons ;

- Le virage de la diaconie, celui qu'elle ne doit pas rater sous peine de devenir complices des puissances qui asservissent et qui écrasent, ce virage est celui du combat pour la justice.

Le caritatif qui ne voit que l'individu est une étape nécessaire. Mais l'individu est entre les mains de pouvoirs qui ont tendance à abuser de leur et à asservir quiconque.

Si la diaconie, en raison de sa proximité avec les êtres qui souffrent et qui subissent le plus durement la loi inique des plus forts ne dit pas ce qu'elle voit, ce qu'elle entend, ce qu'elle finit par comprendre et par savoir, elle trahit les hommes qu'elle prétend servir et elle trahit le Dieu d'amour dont elle dit vouloir prolonger la mission.

Le clivage dont je parlais tout à l'heure se situe précisément à cet endroit. Il traverse les œuvres dites lourdes ou institutionnelles comme les associations et diaconats moins structurés.

A l'endroit où il faut s'engager au-delà de l'aide immédiate et individuelle et porter le fer dans la plaie des égoïsmes criminels qui défigurent notre monde et l'humanité, certains reculent, affolés ; d'autres essayent d'avancer.

Ceux qui avancent font très vite l'expérience de la force et de l'alliance des conservatismes de toutes sortes.

Une telle diaconie véhicule de la dynamite.

Elle déchaîne contre elle les courants de piété qui redoutent la politique comme la peste mais aussi les lobbies politiques et économiques qui n'aiment pas qu'on leur chatouille ne serait-ce que le petit orteil.

La question qui se pose à elle, et à ceux qui veulent servir l'homme, tout homme et tout l'homme est la suivante : ne finit-on pas par prendre pour de la dynamite ce qui n'est rien d'autre que la « dynamis » révélée en Jésus-Christ ?

Il est vrai que l'explosion a eu lieu.

Mais de celle-ci nous serions mal venus de nous plaindre.

B. S'engager dans la lutte contre la fracture sociale au nom de notre vie en Eglise

Le regard du théologien : L'ordre du jour de la diaconie par Jean-François Zorn

« Qui recréera, ou aidera à recréer le lien social ? Qui s'intéressera aux situations de souffrance cachées derrière la demande de nourriture, de vêtements, d'hébergement ? (...) Les chrétiens et l'Église "peut-être ! Mais pourquoi seraient-ils plus à même de le faire que d'autres et comment, non pas comme une instance qui apporterait un supplément d'âme à l'action sociale mais lui passerait « la main d'association » ? (...) Quelle est la spécificité de la diaconie chrétienne ?

L'ordre du jour de la diaconie hier et aujourd'hui

Par Jean-François Zorn

Jean-François Zorn est professeur de théologie pratique à l'Institut Protestant de Théologie Montpellier. Ce texte est issu d'un exposé donné dans le cadre d'un week-end de formation organisé par la Région Est de l'Église réformée de France sur le thème « Évangile et diaconie, Pourquoi ? Pour quoi ? »

Curieux constat : ouvrez un dictionnaire et vous constaterez que la diaconie ça n'existe pas. Ni Larousse, ni Robert, ni Quillet ne définissent ce mot ! En revanche diaconat et diaconesse le sont. Ces termes peuvent-ils nous aider à comprendre ce qu'est la diaconie aujourd'hui ? Diaconat : second des ordres majeurs dans l'Église catholique » selon le Petit Robert. Diaconesse : « femme protestante vivant en communauté et se sacrant à des oeuvres de charité » selon le même dictionnaire. Ces définitions ne nous sont pas d'un très grand secours. Dommage car l'étymologie de ce mot inconnu des dictionnaires français est intéressante. Elle nous permettra de sortir du vide sémantique dans lequel nous nous trouvons. Diaconie vient du grec dia-konia qui nologiquement signifie « à travers la poussière ».

Nul doute que l'usage qu'en fait le Nouveau Testament a quelque chose à voir avec ce sens « ras du sol » : la diaconie désigne le service, tant celui du Christ que celui de ses disciples dans ce qu'il a de plus humble, de plus simple, de plus humain. Le terme que le Nouveau Testament utilise pour désigner le service du Christ ou en son nom est bel et bien un terme profane car le diakonos dans la Grèce antique c'est l'esclave et la diakonia c'est la corvée. Cette origine profane du terme diaconie donnera une autre indication pour fonder mon propos : la diaconie nous place au coeur du monde, et c'est ce monde-là qui donne véritablement et généralement « l'ordre du jour de la diaconie..

Je viens ainsi de désigner deux sources de légitimité de la diaconie dont je ne saurais dire quelle est la première : l'une est l'ordre du jour de la diaconie, qu'avec le théologien spécialiste de l'histoire de la diaconie Gottfried Hamann, je nommerai « les malheurs du temps » ; l'autre qui est en Jésus le Christ, venu au milieu des hommes pour les servir et non pour être servi, ce Jésus le Christ qui a précédé les hommes pour les servir et qui les invite à le suivre pour servir leur frères à leur tour.

Je diviserai mon propos en trois étapes autour de trois questions : Quels sont, selon la bonne nouvelle de l'Évangile, « les malheurs du temps » qui fixent l'ordre du jour de la diaconie et requièrent l'engagement diaconal des fidèles ? Mais le temps de Jésus, le temps apostolique, et les malheurs de ce temps ne sont peut-être plus les nôtres. Quels sont les malheurs de notre temps et comment les appréhender ? Enfin, les malheurs de notre temps posent sans doute des questions nouvelles à la diaconie chrétienne. Quelles sont-elles ?

1. Quels sont les malheurs du temps selon l'Évangile ?

(...)

Cette menace qui pèse sur le lien social est bien illustrée par la parabole de Luc dite du bon Samaritain Luc (10, 29). Un légiste (sic !) se demande « qui est mon prochain ? ». Question piège tendue à Jésus (...). La vraie question qu'il aurait du se poser était : « de qui suis-je le prochain ? et non « qui est mon prochain ? ». La réponse de Jésus est claire : je suis le prochain de celui auquel je témoigne de l'amour, je suis le prochain de celui avec lequel je re(crée) du lien social, ici un blessé qui fait figure de victime de la société. Autrement dit celui qui a (r)établi le lien social – par-dessus les barrières de classe, de nationalité, de religion -, et s'est montré le prochain de l'homme blessé.

Faisons deux remarques au passage :

- Le Samaritain n'est pas chrétien et ne le devient pas au terme du récit. Les règles qui guident le Samaritain ne sont d'ailleurs pas différentes des exigences d'amour de Dieu, du prochain et de soi-même de la loi rappelées au légiste quelques versets plus haut (10, 27) par Jésus. Aussi le message de ce récit pourrait-il se limiter à cela. Mais toutes les traditions d'interprétation y ont vu une allégorie de l'inconditionnalité de l'amour chrétien, de la diaconie chrétienne accomplie gratuitement, dans l'anonymat et l'humilité.
- L'action diaconale du Samaritain peut se décomposer en deux temps : il a participé personnellement à l'œuvre de réparation, en se chargeant du blessé contrairement aux autres passants, puis il l'a confié à une institution qui a pris le relais. Comment l'a souligné le philosophe Paul Ricoeur, il a d'abord établi une relation courte « Je-tu » de type personnel et charitable avec le blessé, puis une relation longue « Je-Socuis » de type social et solidaire en le confiant à une institution compétente. Il s'est chargé personnellement du blessé puis s'en est déchargé sur d'autres, ce qui veut peut-être dire qu'il ne nous est pas demandé de porter toute – et tout le temps -, la misère du monde mais de porter ce que nous pouvons en porter et surtout de manière responsable, car le blessé n'a pas été délaissé, abandonné à sa solitude, mais confié à d'autres.

Si nous résumons tout cela, avec notre vocabulaire actuel, nous pourrions dire que :

Nous nous montrons les prochains de nos contemporains chaque fois que nous rétablissons personnellement le lien social, et chaque fois que nous réparons ou contribuons personnellement, par le biais des institutions, à réparer la fracture sociale.

Comment transposer ces affirmations dans notre contexte. De qui sommes-nous les prochains aujourd'hui ? Il n'y a pas de réponse unique, obligatoire, juste, meilleure qu'une autre. Mais si nous considérons que le délitement du lien social et la fracture sociale continuent d'être aujourd'hui l'expression privilégiée des malheurs de notre temps, les analystes de la conjoncture ont des informations utiles à nous communiquer pour nous aider à comprendre quelle peut être notre mission diaconale aujourd'hui.

2. Quels sont les malheurs du temps selon les analystes de la conjoncture ?

Je propose donc d'essayer de comprendre, comment se défait le lien social et se produit la fracture sociale aujourd'hui. Pour cela je me réfère à l'analyse d'un sociologue, Robert Castel, au sujet de la désaffiliation, qu'il définit ainsi : « En schématisant : être dans la zone d'intégration signifie que l'on dispose des garanties d'un travail permanent et que l'on peut mobiliser des supports relationnels solides ; la zone de vulnérabilité associe précarité du travail et fragilité relationnelle ; la Zone de désaffiliation conjugue absence de travail et isolement social. » 2
Le processus de désaffiliation est donc un autre terme que Castel propose pour nommer l'exclusion. Dans son ouvrage *La métamorphose de la question sociale* il s'explique sur ce choix 3. Ce n'est pas, précise-t-il, par coquetterie de vocabulaire, mais par volonté et nécessité de saisir un processus qui génère des situations d'exclusion, qui retrace des parcours plutôt que de décrire un état.

Selon lui, la notion d'exclusion est trop statique, c'est un état ou plutôt des états de privation qui correspondent à un type de société duale telle qu'elle existe aux USA où les groupes exclus ne participent plus à la culture commune, mais vivent dans une sous-culture, dans un « ghetto ». Ces phénomènes se constituent généralement sur une base ethnique et géographique et aboutissent à des situations d'apartheid. Castel estime qu'on n'en est pas là en France, ou pas encore là. Son analyse en termes de désaffiliation ne concerne pas seulement quelques groupes sociaux,

particulièrement vulnérables - et qui peuvent vivre en situation d'exclusion -, mais l'ensemble de la société française qu'il considère comme une société de la post-assistance, dont les liens forts entre l'État social (terme qu'il préfère à celui d'État providence) et les individus sont en train de se distendre.

Pour le montrer Castel prend l'exemple du travail. Le chômage sur lequel se focalisent les esprits est en soi une situation grave et douloureuse, mais il n'est, selon Castel, que la manifestation la plus avancée du processus de désaffiliation. Car en amont du chômage, il y a de nombreux travailleurs qui sont déjà entrés dans le processus de désaffiliation. Notamment par la précarisation du travail avec les contrats dont la pérennité n'est plus garantie ; cette précarisation n'affecte plus seulement les non-qualifiés mais également les gens diplômés ; elle est le signe d'une « possible inemployabilité des qualifiés » (op. cit. p. 405). Cette « déstabilisation des stables » (p. 409) indique qu'il existe un déficit de places occupables dans la structure sociale (p. 412) et que tout un chacun est désormais entré, à son niveau, dans un processus de précarisation. Ce qui, dans cette affaire, est en question n'est autre que la remise en cause de l'identité par le travail qui a été, dans notre société occidentale, version capitaliste ou version communiste, « le grand intégrateur » (p. 413).

Que penser de cette approche de notre société ? Une réflexion d'ensemble sur le processus de désaffiliation, plutôt qu'une fixation sur des situations d'exclusion, me paraît mieux et plus complètement à même de rendre compte des malheurs de notre temps. Elle me paraît également mieux à même de repérer des situations de précarisation souvent déguisées. Elle me paraît enfin mieux à même d'orienter le ministère diaconal pas seulement vers la grande pauvreté qui nécessite des moyens d'action considérables, mais également vers la nouvelle pauvreté qui ne se déclare pas comme telle, qui cache des souffrances et empêche des deuils.

3. Quelles questions ces constats posent-ils aujourd'hui à la diaconie ?

Prendre conscience des déplacements de la pauvreté

Depuis quelques années, en fait depuis l'hiver 1984-85 où le froid a tué 145 personnes en France, où Coluche a lancé les Resto de Coeur et l'abbé Pierre relancé l'action des Chiffonniers d'Emmaüs, on parle « des nouveaux pauvres ». L'opinion a surtout été frappée par le drame des morts, mais ce qu'elle n'a peut-être pas perçu c'est que le visage de la pauvreté avait changé. Les gens qui viennent aux Resto du Coeur ne sont plus seulement les habitués clochards qui réapparaissent chaque hiver mais des femmes seules avec un ou plusieurs enfants, des travailleurs de la maîtrise voire de l'encadrement tombés dans le chômage, des vieux abandonnés, des immigrés en situation plus ou moins régulière...

En fait on assiste à un déplacement de la pauvreté, à son extension dans plusieurs couches de la population, à sa diversification, à sa sophistication pourrait-on dire. Aussi les réponses à apporter à ces diverses formes de pauvreté ne sont plus seulement d'ordre matériel, posées en termes quantitatifs, mais d'ordre relationnel, posées en termes qualitatifs.

Une assistante sociale pourrait bien répondre qu'il en a toujours plus ou moins été ainsi et que, par définition, le travail social s'est toujours occupé des problèmes relationnels. Certes, mais le problème n'est plus seulement aujourd'hui d'humaniser le service social - ce qui n'est déjà pas rien -, mais de prendre la mesure des causes personnelles et familiales en bref relationnelles, de la désaffiliation.

Il y a là une grave question posée à la diaconie chrétienne car les services sociaux publics ou laïcs n'entendent pas, et ne peuvent pas, agir à ce niveau qui touche au plan éthique et privé : ils donnent à manger, ils dispensent des soins, ils cherchent des solutions d'hébergement, ils démêlent des situations administratives et que sais-je encore, et c'est très bien. En bref, ils réparent une situation dégradée, s'attaquent aux conséquences de la pauvreté, mais guère à ses causes ? Qui recréera, ou aidera à recréer le lien social ? Qui s'intéressera aux situations de souffrance cachées derrière la demande de nourriture, de vêtements, d'hébergement ? Qui, en fait, sera le Samaritain dont l'action personnelle aura permis le lien avec l'action sociale ? Les chrétiens et l'Église "peut-être ! Mais pourquoi seraient-ils plus à même de le faire que d'autres et comment, non pas comme une instance qui apporterait un supplément d'âme à l'action sociale mais lui passerait « la main d'association » ?

Une spécificité de la diaconie chrétienne ?

Ces questions en amènent une autre : Quelle est la spécificité de la diaconie chrétienne ? En fait depuis la Deuxième Guerre mondiale et pendant ce qu'on a coutume d'appeler « les trente glorieuses », la diaconie chrétienne traditionnelle s'est mise en veilleuse et a en fait cessé de réfléchir à son être même.

En effet, l'État, par le biais de l'action sanitaire et sociale généralisée a cru pouvoir prendre en charge une pauvreté comme si elle était résiduelle de la croissance et du plein emploi. De plus il a pu prendre le relais des grandes oeuvres caritatives que les Églises avaient créées depuis le Moyen Âge quand comencèrent la sédentarisation de la population et ce que Michel Foucaud a appelé « le grand renfermement des pauvres ». Les protestants ont considéré qu'il y avait là une fonction normale de l'État de prise en charge de l'action sociale puisqu'il représente la société civile.

Et même quand l'une de ces oeuvres caritatives est demeurée privée, elle vit désormais sous convention avec l'État grâce à des subventions, des prix de journée etc. De l'action d'église proprement dite, il n'est resté que l'aumônerie dans les institutions caritatives publiques. Elle a dû se faire discrète quand elle n'a pas été retirée ou écartée du fait de la laïcisation générale des institutions. Quant aux liens entre les Églises locales et l'action diaconale, ils ont souvent disparu. Les raisons sont complexes, je ne vais pas insister sur ce point connu mais qui nécessiterait un développement à lui seul.

Aujourd'hui cette situation a tendance à s'inverser : l'État pour des raisons que nous connaissons ou soupçonnons, ne peut ou ne veut plus assurer l'assistance sociale générale. Ceci a une double conséquence :

- l'État rétrocède des pans entiers de cette assistance au secteur associatif,
- l'État laisse à d'autres la prise en charge les populations en cours de désaffiliation.

Dans le même temps on constate que le secteur associatif d'origine protestante est sollicité par l'État, mais que certains de ces lieux ont été depuis longtemps désertés par la réflexion théologique. Quant aux Églises locales, elles réaniment leurs diaconats comme elles le peuvent en organisant la solidarité d'urgence, mais où vont-elles trouver les moyens de penser théologiquement ce qu'elles font ?

Le risque que courent les oeuvres et institutions d'origine ou d'étiquette protestantes (centres sociaux etc.) qui sont obligées d'être de véritables entreprises, c'est que le souci de la gestion et de l'efficacité repousse dans l'ombre le souci de la finalité chrétienne de leur action. Qu'il y ait une tension entre les contraintes évidentes de la gestion avec cette finalité est normal. Ce qui ne l'est pas, c'est lorsque la gestion l'emporte sur le projet, c'est lorsque la tension entre les deux pôles se relâche et que ces institutions n'ont pas d'autres projets que celui de gérer. Qui va, dans ce contexte de contraintes techniques, financières et matérielles, réanimer l'exigence du projet et l'articuler avec ses contraintes ?

Le risque que courent, de leur côté, les Églises, c'est de faire de la diaconie l'affaire de quelques-uns, motivés, consacrés... souvent retraités ! mais qui n'auront peut-être pas la possibilité, parce que ça n'est plus prévu depuis longtemps, de porter les malheurs du monde qu'ils rencontrent au coeur même de l'Église, de la communauté, au coeur de son culte et de sa prédication notamment.

De la diaconie sinistrée à la diaconie responsable

Face aux déplacements de la pauvreté et aux mutations que connaissent les entreprises diaconales, ecclésiales ou associatives, une autre double question se pose : ces entreprises diaconales ont-elles perdu leur identité chrétienne et protestante ? Si oui comment en retrouver une qui articule à nouveaux frais le service et le témoignage ?

Dans un article écrit il y a 20 ans, Gérard Delteil posait la question suivante : « Y a-t-il deux Églises parallèles : l'Église du témoignage et l'Église du service ? ». Il pointait et déplorait cette sorte de division du travail dans l'Église qui conduit les uns à se réclamer d'une tradition théologique donnant priorité au message, les autres d'une tradition théologique donnant priorité au service. Elle amène les premiers à repousser la diaconie dans une situation périphérique car seule la prédication assure la proclamation du Royaume. Elle conduisait les seconds à soupçonner la

parole de dissimuler le Royaume et à dire que seule la pratique en livre et en authentifie le sens. Ces attitudes opposées (encore qu'elles aient chacune leurs nuances) se réfèrent à des compréhensions divergentes du salut, de l'Église, de la parole de Dieu et Delteil craignait qu'à séparer ainsi le témoignage et le service on dénature l'un et l'autre : « qu'on aboutisse d'un côté à une relativisation de la diaconie et à un culte privé d'histoire, coupé de la souffrance des hommes... et de l'autre à une relativisation de la liturgie et à un service privé de parole, c'est-à-dire fermé sur soi »'.

Le diagnostic de Delteil me paraît juste et probablement encore d'actualité, ce qui tend à prouver que ce secteur de la vie de l'Église a peu bougé théologiquement depuis 20 ans. D'ailleurs en 1990, Gérard Delteil était le rapporteur du thème « Évangile et service » au synode national de l'ERF d'Enghein. Dans la décision prise par ce synode on peut lire le constat suivant : « La distance grandit souvent entre le travail diaconal et la vie paroissiale. La diaconie travaille sur les marges et se sent souvent marginalisée dans la vie des communautés. Nous constatons aujourd'hui une nouvelle interrogation de la diaconie sur sa propre identité, et un souci, dans les communautés paroissiales de leur responsabilité diaconale. Amorce possible d'une nouvelle communication entre ces deux expressions de la vie de foi » 5.

Ce Synode a formulé des convictions, mais il n'a pas été en mesure de faire des propositions concrètes si ce n'est d'inviter tous les acteurs de la diaconie - Églises locales, oeuvres et mouvements, Facultés de théologie -, à réfléchir à « une nouvelle reconnaissance mutuelle » afin que les Églises soient « provoquées par la présence des pauvres parmi nous ».

4. En guise de conclusion : assumer notre propre pauvreté ?

Un Synode national qui n'aboutit à aucune décision concrète à propos de la diaconie, alors qu'il s'agit d'un domaine éminemment pratique, peut paraître choquant compte tenu des défis posés par la « nouvelle pauvreté », qui est la forme actuelle la plus criante des malheurs du temps. Cependant, je crois qu'il ne faut pas se tromper quant à l'objectif d'un Synode. Faisant cette déclaration, il est resté dans son rôle qui consiste à redire la base commune de la foi en rappelant d'abord les fondements évangéliques de la diaconie et particulièrement le fait qu'elle est consécutive de la grâce, de la parole et du Christ qui nous ont été données. Quant aux formes que la diaconie doit prendre, elles ne peuvent être inventées qu'au plan local et dans les institutions, les oeuvres et les mouvements qui lui sont proches sans forcément dépendre institutionnellement de l'Église.

En revanche il serait urgent de se demander pourquoi l'espace et le temps de l'Église ont été en quelque sorte aseptisés de la pauvreté, qu'elle soit restée à l'extérieur de nos lieux d'Église ou qu'elle se soit intériorisée dans le for intérieur des personnes. Pourquoi cette tendance à vouloir évacuer la pauvreté ? Je propose l'hypothèse que ce refus est une conséquence du refus de notre propre condition de pauvreté qui nous est insupportable parce qu'elle renvoie à la peur de manquer, à la peur de nous regarder tels que nous sommes, finalement à la difficulté de nous accepter comme des êtres faibles, fragiles, mortels 6. Ce refus est l'expression d'une attitude caractéristique de la société contemporaine qui consiste à lutter contre le mal par son évacuation, attitude qui peut se retrouver dans la recherche religieuse d'une certaine pureté. Dans la logique de cette hypothèse, je pense que la distance prise entre les Églises locales et les lieux de la diaconie laïque ou laïcisée d'origine protestante, est tout simplement liée au fait que les membres des Églises partagent la mentalité générale de la société qui nie et évacue la pauvreté et qui fait qu'ils n'ont guère envie d'y être confrontés.

Tout ceci est humainement compréhensible et normal. En revanche nous devons reconnaître que si notre pauvreté est vécue comme une faiblesse reconnue devant Dieu, elle peut être avouée aux autres (aux frères et soeurs !) et faire l'objet d'un partage, d'un dialogue ce qui éviterait de s'enfermer (et d'enfermer les autres) dans le silence, sous couvert de discrétion. Et si là se trouvait une des missions actuelles du christianisme social vis-à-vis des Églises ? Leur rappeler qu'entrer en diaconie ne signifie pas d'abord « désigner la pauvreté chez les autres » mais à « se reconnaître soi-même comme pauvre ». Ce n'est ni une voie de paresse et d'inaction, ni un repli sur soi (ou ne doit pas l'être), mais seulement le rappel que seule l'appartenance commune à la condition humaine aimée de Dieu ouvre le chemin de la considération de l'autre comme de soi-même, à son amour comme de soi-même, à son aide comme de soi-même. Je ne suis pas en

train de dire : « aide-toi le ciel t'aidera », mais c'est parce que tu as été aidé/aimé le premier que tu peux à ton tour aider/aimer les autres. C'est aussi parce que tu te sais pauvre, vulnérable et pas à l'abri des « malheurs du temps », que tu seras proche des pauvres, que tu retrouveras l'ordre du jour permanent de la diaconie.

NOTES

1. G.. Hammann, L'amour retrouvé. Le ministère de diacre du christianisme primitif aux Réformateurs protestants du XVIe siècle, Paris : Cerf, 1994.
2. Robert Castel. « De l'indigence à l'exclusion, la désaffiliation » dans Face à l'exclusion (sous la direction de J. Donzelot), Paris : Esprit, 1991.
3. Paris : Fayard, 1995, p. 15 et s.
4. Information-Evangélisation, 1977, n° 5-6, p. 12.
5. Actes du LXXXIIIe synode national d'Enghein-5-7 mai 1990, p. 27.
6. Cette hypothèse a été développée par Fritz Lienhard, article « Diaconie » dans Introduction à /a théologie pratique (sous le dir. de B. Kaempf), Strasbourg : PUS, 1997, p. 259-27d, et tout dernièrement dans son ouvrage De la pauvreté au service du Christ. Paris : Cerf, 2000.

Le regard du sociologue : Chômage et lien social par Frédéric de Coninck : Que faire en tant qu'Église ? Un travail de longue haleine pour les chrétiens ...

Chômage et lien social

Cahiers de la Réconciliation n ° 3 - 1999

Frédéric de Coninck, sociologue

Chômeur... symbole du paria, du laissé-pour-compte. Encore aujourd'hui, à l'heure de l'État-providence, la société est dure pour ceux qui ne produisent pas. Comment préserver son identité quand on est directement frappé par la crise ? L'auteur propose quelques réponses.

Le chômage est un concept récent. Si vous regardez, par exemple, les résultats du recensement de 1891, vous n'y trouverez pas la catégorie « chômeurs », mais une catégorie aux contours flous et qui rassemble un ensemble de marginaux : professions inconnues, individus non classés (enfants trouvés, enfants en nourrice, personnes internées dans les asiles) et sans profession. Ces « sans profession » se détaillent eux-mêmes en saltimbanques, bohémiens, vagabonds, filles publiques ou chômeurs. Voilà ! On finit par trouver le mot, mais en quelle compagnie ! On ne créera une catégorie spécifique pour les chômeurs qu'au recensement suivant, en 1896. En remontant plus haut dans l'histoire, on retrouvera la mémoire de hordes de pauvres et de marginaux, pris en charge parfois, dévalorisés souvent, mourant de faim, de froid ou de maladie. Dans les périodes de crise, cette situation touche de larges franges de la population, à l'occasion de grandes famines, de guerres ou de grandes épidémies. On n'appelle pas ces populations des chômeurs mais tout simplement des pauvres.

Une catégorie typique des temps modernes

Le chômage, comme phénomène de pauvreté à part et bien identifié, est directement lié à l'émergence du salariat et à la révolution industrielle. Un chômeur est un salarié en puissance qui n'a pas d'employeur. Dans le monde traditionnel de l'agriculture, de la petite production et du commerce d'autrefois, les choses sont bien plus flexibles. On est d'abord rattaché à une famille qui se charge de vous nourrir et de vous faire travailler. La famille fait bloc. Quand elle sombre, elle sombre en bloc. Si elle vous exclut, vous n'avez plus guère de ressources et vous rejoignez les hordes que nous évoquions, à moins qu'après une vie d'aventures vous ne parveniez à vous rétablir à la force du poignet. Quand les auteurs bibliques rendent attentifs au sort des veuves et des orphelins, ils pensent à ceux qui n'ont plus de famille, donc plus de soutien et qui sont de ce fait livrés en pâture aux requins de tout poil.

Avec le salariat, les choses sont différentes. Tout est beaucoup plus formalisé. Vous êtes payé pour un travail précis et votre employeur n'a pas de devoir de secours envers vous si vous êtes

licencié. Il faudra imaginer des systèmes de secours organisés par la puissance publique et c'est ce qu'on appellera le chômage. En 1866, pas plus de 25 % des personnes ayant un emploi sont salariées¹. En 1896, le chiffre a augmenté, mais il est encore en dessous de 40 %. Au moment de la crise de 1929, il dépassait à peine les 50 %. En 1962, on avait pratiquement atteint 70 %. Aujourd'hui le chiffre est de près de 90 %.

Au moment de la crise de 1929 justement, le chômage n'est visible que dans les grandes villes et, d'ailleurs, les chômeurs ne sont pas secourus nationalement. Ce sont les bureaux d'aide sociale des communes qui les prennent en charge, mais c'est à la discrétion de chaque commune. En France, l'A.N.P.E. n'est créée qu'en 1967, au moment où le salariat - et le salariat féminin en particulier - se répand, sur l'ensemble du territoire français. A partir de ce moment-là, on peut vraiment parler de chômage, avant on reste dans des formes hybrides où les réseaux informels de secours continuent à peser d'un grand poids.

Cette évolution a son revers : les réseaux d'accès à l'emploi vont devenir eux-mêmes beaucoup plus formels et il sera de plus en plus difficile de trouver un emploi à quelqu'un qu'on connaît en mobilisant des relations qu'on possède à droite et à gauche.

Des effets de système qui rendent la société complexe

Ainsi le chômage est aussi le signe de l'émergence d'une société nouvelle, où les liens sociaux de proximité sont à la fois moins forts et moins efficaces. À partir de 1965, les liens familiaux vont se distendre : les familles seront moins stables, le mariage perdra son rôle de modèle unique et même les couples mariés divorceront de plus en plus. Depuis l'après-guerre, un nombre sans cesse croissant de jeunes sortent du système scolaire avec au moins le baccalauréat en poche et, désormais, le diplôme est pratiquement toujours un prérequis pour accéder à un emploi. Dans les années 1960 apparaissent aussi les grandes surfaces qui vont transformer les pratiques de consommation : on n'achète plus au commerçant du coin, sur la base de la confiance qu'on lui fait, mais on achète d'après des critères de qualité abstraits. Ainsi, ni le voisinage ni la famille ne sont plus centraux, pour l'apprentissage, pour la vie quotidienne ou pour le travail. Les différents lieux de vie se dissocient de plus en plus les uns des autres.

Il devient donc difficile de secourir quelqu'un qui est au chômage. Comment faire ? L'A.N.P.E. elle-même a du mal à reclasser les chômeurs et ce n'est pas uniquement un problème macro-économique de déficit global d'emploi. Il devient difficile de remonter les fils qui amènent jusqu'à l'embauche. De fait, ont émergé des associations qui se sont fait une spécialité de recaser des chômeurs de longue durée. Leur premier travail est souvent d'essayer de resocialiser des personnes qui, du fait de leur exclusion professionnelle, ont peu à peu perdu pied par rapport aux règles sociales en général.

On parle souvent de la violence du chômage mais on voit qu'il s'agit, en fait, d'une violence sans visage. Dans les systèmes de travail antérieurs, on pouvait se plaindre d'un chef acariâtre, d'un patron dur, de clients méfiants, d'une mauvaise récolte, de fermages exorbitants : le mal était identifiable. Aujourd'hui, on n'a plus en face de soi que des règles impersonnelles auxquelles on est sommé de se plier. De fait, se développent des effets de système aux conséquences imprévisibles, dont sont victimes, un peu au hasard, des groupes entiers de personnes. Entre celui qui investit pour ses vieux jours dans un portefeuille d'actions en réclamant une rentabilité optimale pour son placement et le salarié qui se retrouve au chômage, il y a un lien, si on veut, mais il est extrêmement indirect. Les cadres qui procèdent aux licenciements dans les entreprises sont rarement des coupeurs de tête froids et insensibles. Ils plient devant des exigences sur lesquelles ils ne peuvent guère agir eux-mêmes.

On imagine alors la rage de ceux qui sont victimes de ces effets de système et qui sont impuissants aussi bien à désigner un coupable qu'à savoir que faire. Ainsi naît la violence des banlieues qui s'attaque à un ennemi sans visage, c'est-à-dire à quiconque représente quelque chose d'officiel : forces de police, voisin qui a un tout petit peu plus de chance que soi, chauffeur de bus, matériel public etc.

Un travail de longue haleine pour les chrétiens

Que faire en tant qu'Église ? On peut agir à trois niveaux. D'abord, au niveau macro-social, en soutenant les politiques d'aide aux personnes en difficulté contre ceux qui trouvent que ces

politiques coûtent trop cher. Les différentes allocations sont utiles. Elles évitent que les gens ne sombrent définitivement dans la clochardisation. Les subventions aux associations intermédiaires sont également très utiles : elles permettent de resocialiser des individus en perdition. Il y a ensuite le niveau communautaire de l'Église locale où, via des diaconats, via des partenariats entre groupes mobilisés localement, on peut accueillir, redresser et accompagner des personnes qui ont perdu pied dans la société. Il y a enfin le niveau individuel où on peut tenter d'aider, à la mesure de nos propres forces, des amis qui ont besoin de nous. Rien de tout cela ne fournit une solution complète et définitive. Ce sont juste des moyens d'avancer face à un problème de toute manière très complexe.

Plus globalement, il est clair que l'Église peut être un lieu où les liens sociaux se renouent, alors que, partout ailleurs dans la société, ils se dénouent. Il ne s'agit pas de réinstaurer les relations sociales d'autrefois, qui passaient par des rapports interpersonnels souvent durs et autoritaires. Mais l'Église, ou des groupes dans l'Église devraient pouvoir être des lieux où des rapports de proximité se reconstruiraient sans les hiérarchies et le paternalisme d'autrefois.

Ceci a un rapport seulement indirect avec la question de la violence mais un rapport important. C'est lorsque des gens sont rejetés de partout qu'ils cèdent à la violence, et c'est en renouant des liens que nous pouvons mettre fin à cette violence sans visage que secrètent les sociétés dites développées en cette fin de XXe siècle. À chacun, à chaque groupe, à chaque Église locale de se mettre en marche.

1 Si l'on exclut les salariés agricoles (12 % des personnes ayant un emploi) qui sont plus proches, à l'époque, dans leur accès à l'emploi et dans les rapports de travail qu'ils vivent, du monde traditionnel du travail à la tâche ou du travail domestique.

Le regard du praticien : L'Église ne peut-être que diaconale par Robert Mollet

L'enjeu est de retrouver la force initiale des premiers temps de l'Église, avec une éthique fondée sur la pratique de la réconciliation et de l'accueil pour guérir des exclusions et des violences, avec « une primauté de l'amour sur toute autre vertu (...)

Notre contribution consisterait (...) pourrait aussi singulièrement révéler à quel point les personnes démunies peuvent faire preuve de force créatrice, d'humour, d'hospitalité et de sincérité, alors même qu'elles sont stigmatisées. Mais ceci ne serait possible qu'à une condition : que nous formions, avec ces usagers, des communautés d'égaux et des communautés conviviales. Ceci est-il à notre portée ?

L'Église ne peut être que diaconale

Robert Mollet,

directeur de la Fraternité de la Mission Populaire Évangélique de Trappes

Dans cette contribution, c'est du point de vue de la diaconie - et particulièrement dans son activité sociale plutôt que médico-sociale ou sanitaire - que le lien entre Évangile et valeurs sociales sera interrogé. Par le terme de diaconie, j'entends l'ensemble des actions et services rendus par des associations et des fondations d'entraide et de solidarité que les Églises protestantes ont fait naître, depuis le XIXe siècle, alors même que l'État prenait sa part de ce qui avait été jusqu'alors l'apanage quasi-exclusif des mouvements confessionnels.

Quel lien entre Évangile et valeurs sociales au moment même où les valeurs fondatrices du vivre ensemble, du "faire société" (selon la belle expression de François Bloch-Lainé) - à commencer par les valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité. ou plus largement les valeurs déclinées dans les textes universels de déclarations des droits de l'être humain - semblent subir une crise provoquée par l'air du temps ?

Que deviennent, dans le contexte socio-économique qui est le notre aujourd'hui, les valeurs d'altérité, de respect, de dignité, de solidarité, de justice et d'équité ? Que deviennent la notion d'accueil de l'autre, la place réservée « aux plus petits » tels que Jésus les nomme dans le 25e chapitre de l'Évangile selon Matthieu et auxquels il s'identifie.

On ne peut que constater que la filiation entre l'amour du prochain, l'une des valeurs évangéliques fondamentales, et les valeurs sociales déclinées dans les diverses déclarations, à commencer par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen proclamée par la République française dans laquelle on trouvera les influences rédactionnelles de personnalités Comme Rabaut-Saint-Étienne et l'abbé Grégoire.

Le lien entre Évangile et valeurs sociales, ou pour dire autrement, entre foi et citoyenneté s'avère dès lors évident, quoique non exempt de tensions, ces tensions s' étant exprimées diversement à travers l'histoire. Ce lien suppose un engagement radical, politique (au sens propre du terme) qui s'exprime par une proximité revendiquée avec tous les êtres humains pour lesquels ces valeurs sociales ne seraient pas appliquées. Dans la période montante du nazisme, en avril 1933, le théologien allemand Dietrich Bonhoeffer interpelle ainsi clairement son Eglise: « l'Eglise est redevable sans limite d'un service envers les victimes de tout ordre social, même lorsqu'elles n'appartiennent pas à la communauté chrétienne ». Il précise que l'Eglise a une obligation « non seulement de panser les victimes tombées sous la roue, mais de mettre un frein à la roue elle-même ». A une telle déclaration, l'Eglise évangélique allemande n'opposa, jusqu'à la Déclaration de Barmen, que son silence.

Plus près de nous et à l'instar des « fraternités » de la Mission populaire évangélique. L'Eglise réformée de France - qui précise dans sa Déclaration de foi qu'elle entend "lutter contre les fléaux sociaux"- va ouvrir à partir de 1970 des lieux ecclésiaux polyvalents animés par des ministres socialement engagés dans les quartiers périphériques des grandes villes afin de rejoindre les hommes et les femmes au plus près de la réalité de leur vie. Souci de proximité, d'articulation concrète du lien entre Évangile et valeurs sociales, d'animation et d'échanges reposant sur les techniques d'éducation populaire et sur une diaconie « légère ». En 1975, c'est dans ces lieux que les Églises protestantes ont vu apparaître les « nouvelles pauvretés ». Utiles dans l'action sociale, les « chrétiens citoyens » ne se sont pas contentés d'une action palliative, réparatrice, « caritative ». Ils ont considéré que leur devoir était aussi d'alerter. d'interpeller les pouvoirs publics et l'opinion, dès lors que les réponses développées s'avéraient, à l'aune de leurs convictions et de leur compréhension, des valeurs sociales inadaptées ou trop lente à venir. Les tensions rencontrées alors vont être de plusieurs ordres: l'institution reprochera rapidement à ces postes de « faire de la politique » dès lors qu'ils veulent s'impliquer dans la vie du quartiers et donc des instances de la société civile, voire faire une lecture critique de la politique sociale du gouvernement. D'un autre côté, le partage des convictions au sein d'un milieu majoritairement déchristianisé sera suspecté de ne pas respecter la laïcité dont les règles vont progressivement souffrir d'être d'abord mal comprises, puis de plus en plus totalement ignorées (la laïcité n'étant plus enseignée), y compris par ceux-là même qui devraient en être les garants.

Ces lieux, qui furent des lieux pilotes quoique marginaux, sont aujourd'hui affaiblis, non pas par retrait de la puissance publique - celle-ci les reconnaît encore largement comme des interlocuteurs indispensables et peut subventionner partiellement leur action Sociale - mais par les institutions ecclésiales elles-mêmes qui n'accompagnent plus guère leur nécessaire évolution comme par le non-renouvellement de leurs communautés bénévoles porteuses du sens : leurs acteurs (Pas nécessairement chrétiens) se sont professionnalisés, leurs militants et donateurs, vieillissent, les nouvelles générations de pasteurs ne se montrent plus intéressées par ce type d'engagement missionnaire et diaconal qui - il est vrai, s'apprend bien peu en faculté de théologie.

Cela signifierait-il que les Églises désertent ce lien, dans sa dimension active et concrète, entre Évangile et valeurs sociales, alors même que les tensions dans les quartiers dénommés aujourd'hui « sensibles » sont de plus en plus marquées? Force est de constater que c'est largement le cas pour les Eglises protestantes « historiques ». Églises affaiblies, associations diaconales appauvries par manque de sang neuf et d'énergie renouvelant le projet. Par contre, de nouvelles ecclésiologies chrétiennes, souvent issues de milieux ethniques homogènes, parfois charismatiques, parfois fondamentalistes, toujours discrètes, se développent et effectuent un travail de soutien effectif avec lesquelles le christianisme institutionnel ou les mouvements sociaux

n'ont jusqu'ici que peu de liens.

L'Église ne peut être pourtant que diaconale. La diaconie fait partie de son être, puisqu'elle est au service de Jésus-Christ, serviteur et sauveur de ce monde, ce Jésusdiacre qui dit de lui-même: « Moi, je me tiens au milieu de vous de celui qui sert » (Luc 22, 27). Cette diaconie de l'Église devrait s'incarner dans l'engagement de tous les croyants laïcs - le sacerdoce universel - dans la double mission de proclamation de la Parole et de service du prochain. Mais on l'a vu, ces Eglises semblent donc elles-mêmes touchées par l'air du temps qui affecte notre société en général : croissance des individualismes au sein d'un système unique néo-libéral. Même la construction de l'Union européenne est affectée puis que le "principe de concurrence est aujourd'hui son principal pilier.. En macroéconomie, les effets constatés par la subordination de toute action Politique à la seule notion économique de croissance dans une dimension mondialisée conduisent à une disjonction de plus en plus sensible entre ceux à qui le système profite et ceux laissés au bord du chemin, ou pour le dire autrement entre êtres humains utiles et êtres humains inutiles. Et la diaconie est bien placée pour constater, au quotidien, les dégâts et les souffrances provoquées par un tel fonctionnement social.

Il ne devrait pas y avoir là de pensée unique, pourtant : l'éthicien Eric Fuchs rappelle que le Nouveau Testament propose plusieurs modèles éthiques fondés sur l'amour du prochain, bien loin de tout conservatisme identitaire ou de toute religiosité de convenance. L'enjeu est de retrouver la force initiale des premiers temps de l'Église, avec une éthique fondée sur la pratique de la réconciliation et de l'accueil pour guérir des exclusions et des violences, avec « une primauté de l'amour sur toute autre vertu » et dans une tension, une limite, entre liberté et altérité d'une part, et « la morale » comme prétention à imposer le bien d'autre part. Éthique de reconnaissance donc, ou pour employer un terme cher à Paul Ricoeur de « sollicitude », plutôt que de compassion. Revenir ainsi enfin à une conscience de droits égaux pour tous - ce qui ne va pas sans une reconnaissance de sa propre vulnérabilité - contre la modernité qui « pervertit tous ses idéaux fondateurs »..

Tendances lourdes et conséquences sociales à l'oeuvre aujourd'hui

Quant aux politiques sociales de la société française de cette dernière décennie, quelques tendances lourdes viennent interpellier le lien entre Évangile et valeurs sociales et font violence. Et même si cette violence est "invisible", elle n'en est pas moins destructrice de lien social et de solidarité, comme de défiance du sentiment commun d'appartenir à une même communauté de destin.

Notons en premier lieu que la notion de bien commun, d'intérêt général est en crise. Celle-ci peut se constater dans deux domaines principaux : les services publics et la protection sociale. Par un légitime souci de rationalisation publique (qui devient, par dérive économique, un souci de rentabilité) les transports publics la poste, le téléphone, la santé publique - pour citer quelques services publics - et l'assurance maladie, l'assurance chômage, le financement des retraites - pour citer quelques systèmes de protection sociale auxquels on pourrait ajouter d'autres domaines qui représentent ensemble le socle de la solidarité nationale - doivent non seulement viser l'équilibre mais ne pas coûter trop cher afin que le poids de la fiscalité qui les finançait puisse diminuer. L'objectif avoué est que chacun puisse mieux disposer, de manière autonome (on se rappellera utilement qu'autonomie signifie d'abord « le droit de se gouverner par ses propres lois ») de ses propres revenus pour financer son propre système personnel de protection des risques.

On peut citer quelques autres domaines tout autant problématiques. À côté de celles et ceux qu'on nomme de plus en plus banalement « exclus », dépendant totalement du revenu minimum, de la débrouille, de la charité ou de quelque économie parallèle, et qui est un scandale (au sens biblique du terme) en soi. Une part de plus en plus importante du marché du travail, se précarise : restructurations et plans sociaux lourds dans lesquels on écarte ceux qui sont dorénavant inutiles. On voit apparaître de "contrats de plus en plus précaire, du temps partiel subi, et des "travailleurs pauvres. Si notre société voit l'espérance de vie de ses membres s'accroître à une vitesse très importante, les questions de vieillissement et de dépendance pèsent économiquement de plus en plus lourd. Mais le débat public nécessaire qui viendrait ici intégrer et donner sens à cette mutation fondamentale - dans laquelle on devrait être au bénéfice de liens intergénérationnels renouvelés - n'a pas (encore) eu lieu et se limite pour l'instant à l'équation insoluble, pour les conseils généraux,

des vieux qui coûtent (trop) cher. Mêmes constats problématiques pour les dépenses de santé, l'immigration et la gestion des flux migratoires, la politique à l'égard des jeunes, l'intégration des personnes en situation de handicap.

Cette dernière situation mérite qu'on s'y arrête afin de nommer le débat qui devrait avoir lieu, en terme de lien entre Évangile et valeurs sociales. Pour faire court, le débat oppose deux notions a priori contradictoires : l'accessibilité et la compensation. L'accessibilité voudrait, idéalement que toute personne handicapée, reconnue comme membre à part entière du corps social puisse accéder à tout service ou droit au même titre que toute personne qui n'est pas handicapée. La compensation ne serait alors être envisagée dans une stricte application de la notion d'équité, que lorsque l'accès au droit commun ne pourrait pas être assuré. Ce débat est loin d'être seulement théorique: il commence même au seuil de nos lieux d'Eglise dont bon nombre ne sont pas équipés pour accueillir des fauteuils roulants ou des personnes malentendantes ! Mais ce débat de société n'est pas véritablement relevé : il est moins difficile de compenser le handicap, même de manière désordonnée, que d'oeuvrer à une véritable égalité des chances.

Une dernière précision qui peut donner à réfléchir en termes de valeurs sociales. On voit se manifester de manière ténue, dans les toutes dernières lois concernant la sécurité intérieure, une « moralisation » des problèmes, sélective, qui provoque une véritable catégorisation des pauvres : d'un côté ceux qui seraient considérés comme strictement victimes des problèmes auxquels ils sont confrontés (implicitement : « ils n'y sont pour rien et demeurent dignes d'être secourus ») et ceux qui, soupçonnés de ne pas y être pour rien (mendiants, toxicomanes, prostitués) pourraient être ainsi soit incriminés (Loïc Wacquant dénonce à ce propos la « criminalisation de la pauvreté ») soit abandonnés à un dernier filet de protection : la charité privée.

Ce qui nous amène à explorer une autre mutation de la problématique, plus subtile, car elle vient interroger nos propres perceptions des valeurs sociales comme nos pratiques : aux retraits constatés de la solidarité publique, vient s'articuler - et s'opposer - la montée de la philanthropie privée. Si la générosité privée (et particulièrement chrétienne) et la solidarité publique se sont jusqu'alors exercées de conserve, la plupart du temps dans des champs complémentaires et non concurrents, on voit naître désormais naître l'espoir explicitement exprimé récemment par le deuxième personnage de l'Etat, que celle-là prenne le relais de celle-ci, et reposant sur la contribution individuelle privée ou la capacité contributive du mécénat d'entreprise par le biais de fondations, et assorties de déductibilité fiscale. Cette générosité-là ne serait pas problématique (et les moyens d'action de la diaconie ont heureusement toujours largement reposé sur elle) si elle n'induisait pas une possible sélectivité des causes à défendre, contraire au principe de non-discrimination.

Perspectives, défis

La diaconie souffre de sa modestie: elle ne se met pas en avant et cela lui joue des tours. Elle est aussi pragmatique, et narrative, plus qu'analytique. Quand elle prend la parole, l'expérience vécue est première. Elle devrait savoir ainsi faire naître, à l'écoute de tant de souffrances - et aussi de tant de ressources inattendues - de nouvelles ouvertures, de nouvelles alliances, et pourquoi pas une herméneutique et de nouvelles capacités d'analyse contextuelles articulées avec la narration évangélique.

« L'utilisateur est au centre » proclament tous les nouveaux textes législatifs et chartes. La place réservée à l'utilisateur traduit une certaine idée de la personne humaine : une compréhension chrétienne de la dignité humaine peut-elle ici apporter un éclairage décisif ? Notre contribution consisterait alors à déjouer l'aspect incantatoire ou de "bonne conscience - de telles déclarations et pourrait aussi singulièrement révéler à quel point les personnes démunies peuvent faire preuve de force créatrice, d'humour, d'hospitalité et de sincérité, alors même qu'elles sont stigmatisées. Mais ceci ne serait possible qu'à une condition : que nous formions, avec ces usagers, des communautés d'égaux et des communautés conviviales. Ceci est-il à notre portée ?

Au-delà des débats d'une action diaconale intra ou extra-communautaire, les valeurs sociales que nous partageons avec tant de compagnons de route qui ne partagent pas nécessairement notre foi, nous appellent à une contribution spécifique : toujours chercher à inventer des rapports au sein desquels l'autre est d'abord un frère ou une sœur : ni seulement un usager, ni un client, ni a fortiori un – problème -. Ceci s'accomplit souvent dans une laïcité ouverte impliquant un non-

confessionnalisme dès que l'on accueille des personnes de toutes origines. Ce qui n'empêche nullement d'engager un dialogue sur les convictions et valeurs qui nous animent. Alors même que le danger n'a jamais été aussi grand de voir toute diaconie faire l'objet de soupçons quant aux dangers de manipulation ou de dérive auxquelles elle pourrait donner lieu.

Mais ce débat, qui permettrait de déjouer bien des risques réels (et des fantasmes) de communautarisme ou de sectarisme n'a pas encore eu lieu.

Avec l'aimable autorisation de la revue, Unité des Chrétiens n° 131, 2003

Liens

- [Mouvement Chrétien des Cadres et dirigeants](#)
- [Le Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs \(CCSC\)](#) Association œcuménique catholique et protestante
- [Dossier Eglises en Banlieues d'Information-Evangélisation](#), décembre 2001
- [Eurodiaconia - la diaconie européenne](#)
- [Commission Urban Affairs](#) de l'Eglise d'Angleterre
- Conférence : [Religion et Economie : la crise de toutes les croyances ? : La pratique du prêt à intérêt : interdits religieux et pratiques bancaires](#)
Production : **Université de Strasbourg** 25 mars 2014
- [Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale](#)

Médiathèque

La France invisible.- Ss la dir. de S. Béaud, J. Confavreux & J. Lindgaard.- Ed. La Découverte, 2006, 648 p.

Chômeurs, RMIstes, travailleurs pauvres, sans-papiers, sans adresse...

Quelques millions d' « invisibles » ont disparu du débat public. Ce grand livre d'enquêtes et de récits de vie, pari d'une collaboration inédite journalistes-chercheurs, leur redonne un visage.

Guy Bottinelli : Non à la fatalité du tout économique.- Olivétan, 2006

L. Schümmer : Les fondements de l'éthique de l'économie et des affaires - Notes bibliogr.- In : REVUE REFORMEE, n° 237, Mars 2006

Florence Lefresne : [Précarité pour tous, la norme du futur](#), Monde diplomatique, 1er mars 2006

Habiter la ville : Attention chantier !. L'Eglise dans la Cité. Ss la dir. d'Isabelle Grellier et Patricia Rohner-Hégé. Préf. Jean-François Collange.- Olivétan, 2005, 238 p., ill.

UNITE CHRETIENNE, n° 157, Février 2005

Le sacrement du frère - Les Eglises ensemble au service de l'humanité - D.

Brigou (Armée du salut) : Dans la solitude des grandes villes - De quoi sommes-nous témoins dans notre action diaconale ? (Entraide protestante de Lyon)...

A. Gounelle : Une éthique sociale pour aujourd'hui ? In : ETUDES THEOLOGIQUES ET RELIGIEUSES, n° 3, 2004

La laïcité redevient d'une brûlante actualité : à cause certes du centenaire de la loi de 1905 qui, en France, sépare l'Eglise de l'Etat, mais surtout à cause des questions qui soulèvent les communautés musulmanes ou qu'on soulève à leur propos. André Gounelle prend part à ce débat nécessaire en examinant successivement trois questions. D'abord, les sociétés ont-elles besoin, en plus de leur règles juridiques, d'une éthique ? Ensuite, les croyants sont-ils appelés ou non à contribuer à sa définition au nom de leurs convictions religieuses ? Enfin, que pourraient être les orientations, les contenus et les limites d'une éthique sociale ?

Hirsch, Martin : Manifeste contre la pauvreté.- 10/18, 2005

Laïcité (La) est une chance. L'expérience de l'Armée du Salut . Av-propos de Bernard Stasi.- Philippe Rey, 2004, 121 p.-

SEK-FEPS BULLETIN, n° 3, 2004

Donner chair à nos valeurs éthiques : un défi pour les organisations.

Eglises et villes, des liens et des lieux - Comprendre et prévoir les territoires urbains. L'exemple de Strasbourg - Pluralisation religieuse et lien social, entre repli et reconstruction d'un "capital social" - Création de lien social dans les protestantismes français - Etre pasteur dans une banlieue résidentielle - La présence ecclésiale dans les zones sensibles - Bibliogr. - In : AUTRES TEMPS, n° 79-80, Hiver 2003

D. Gonnaud : Une lecture du document de la Commission théologique internationale. Le diaconat, évolution et perspectives.- In : Nouvelle Revue Théologique, n° 3, Juillet-Septembre 2003

Grellier, Isabelle : Action sociale et reconnaissance. Pour une théologie diaconale. Préf. Jean-François Collange.- Oberlin, 2003, 208 p., bibl.

Fuchs, Éric: L'éthique chrétienne.- Labor et Fides, 2002

Goguel, Catherine; Poujol, Jacques : La Clairière. 90 ans d'action sociale au coeur de Paris.- Paris. La Clairière, 2002, 134 p., ph

H. Simon : La pertinence actuelle du discours chrétien sur la "diaconie" .- In : LUMEN VITAE, n° 1, Janvier-Mars 2002

FABA (J.F.): La mission populaire évangélique en France. Etat des lieux.- In : POSITIONS LUTHERIENNES, N° 4, OCTOBRE-DECEMBRE 2001

Van Loon, Tineke : [La fraternité, où est-elle ?](#). [L'exclusion par le travail et l'attitude des protestants en France](#). Mémoire de fin d'études département français Université d'Utrecht, 2000, 133 p.

La fraternité, où est-elle ?

Ti necke van Loon

LA FRATERNITÉ, OÙ EST-ELLE ?

L'exclusion par le travail et l'attitude des protestants en France

Mémoire de fin d'études, juillet 2000, Département français de l'Université d'Utrecht, Utrecht, 2000, 133 p.

Ne boudez pas votre plaisir, ce travail est une sorte de bilan moral, plutôt flatteur, des actions

menées depuis vingt ans par un protestantisme très minoritaire en France, contre l'exclusion et en particulier l'exclusion par le travail. Dans cette mouvance, réformée, évangélique, etc., sans distinction d'options théologiques, six cents associations se mobilisent sur ce sujet depuis une vingtaine d'années et environ un millier sur l'exclusion en général !

Après avoir défini ce que sont les exclus sociales, ce travail commence par un tour d'horizon très large de la pensée et des pratiques politiques, très rapidement de 1945 à 1981, évoquant même la création de l'UNEDIC et des ASSEDIC en 1958 par le Général de Gaulle pour indemniser les chômeurs, puis, avec plus de détails, l'avalanche des mesures prises et les orientations politiques qui sous-tendent ces choix. C'est un rappel intéressant et un aide-mémoire, sorte d'historique rapide, mais bien utile pour tous ceux qui interviennent dans ce domaine. Le travail théologique, la recherche biblique, qui jouent comme une fresque, la mise en mots de l'enracinement évangélique des motivations qui définissent les actions menées (Travail de la Fédération protestante de France, publications diverses...) n'est pas le rappel le moins intéressant de ce mémoire.

Chaque Personne est digne et égale pour Dieu ; il ne faut exclure personne » (p. 55). La partie la plus difficile c'est, sans aucun doute, d'aborder et de mesurer l'influence et le rôle politique du protestantisme français sur les grandes orientations de la société : et pas seulement à travers les responsables issus de sa mouvance et de sa culture, mais aussi face aux questions internationales, du rang de la France, de la globalisation, de l'exclusion indirectement produite ailleurs dans le monde...

Ce travail se conclut sur trois exemples d'associations que Tineke van Loon choisit pour terminer sa démonstration : Toulouse Ouverture (T07), le CPCV organisme protestant de formation, et le CCSC, Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs. Mais tout au long de ce mémoire on voit autour de grandes fédérations comme l'Entraide protestante une pluie d'initiatives impressionnante. Peut-être cette thèse de fin d'études mériterait-elle de trouver un imprimeur éditeur !

Gérard Gougne

Robert Castel : les métamorphoses de la question sociale, Gallimard (Folio Essais), 1999

Ricca, Paulo: Acteurs de la Parole .- Les Bergers et les Mages, 1999, (en particulier le chapitre intitulé « Jésus le Diacre », pages 37-47

Chappuis, Raymond : La solidarité. L'éthique des relations humaines.- PUF, 1999 (Coll: Que sais-je ? 3485), 128 p.

La diaconie : La diaconie et l'Eglise diaconale - Une diaconie pour l'aujourd'hui - Thèses pour la diaconie prophétique .- In : PRESENCES ET SERVICES, N° 75, AVRIL-JUIN 1998

AUTRES TEMPS, N° 56, HIVER 1997-1998

Entre compassion et efficacité. Vie associative et service du prochain : G. VINCENT: Critiques, défenses et illustrations du caritatif - J. BASTIAN: L'année diaconale - B. RODENSTEIN : Les diaconats de paroisse. Fonctions anciennes, enjeux nouveaux. L'Entraide protestante - G. VINCENT: La dynamique associative et ses conflits Etc.

Dermange, F. : Perspective chrétienne sur l'éthique économique (p.24-30) .- In : CAHIERS PROTESTANTS, n° 1, Février 1997 : Fracture sociale.

Entre une acceptation non critique et une fuite dans l'alternatif, recherche d'une position qui respecte l'économie, réalité avant-dernière, mais rappelle que des exigences plus hautes, liées à la promesse, doivent la restaurer

constamment dans sa finalité.

Eglises (Les) protestantes et la question sociale. Positions oecuméniques sur la justice sociale et le monde du travail . Documents réunis par L. Christiaens et F. Dermange. BIT, 1996, 133 p., index, bibl.

Entraide protestante. Eglise et diaconie - diaconie de l'Eglise , n°69, septembre 1996.

Référence évangélique et sécularisation. Eglise et diaconie, ou diaconie de l'Eglise ? Cahiers des actes du colloque théologique de l'Entraide protestante, 12-13 oct. 1996, Montpellier.- Montpellier. E.P., 1996, 114 p.

Marc Edouard Kohler, Vocation, service compris ! La diaconie de l'Eglise, Genève/Lausanne : Labor et Fides/Ouverture, 1995

Partager le travail. La solidarité contre le chômage . Institut d'Ethique sociale de la FEPS et la Commission nationale Suisse Justice et Paix.- Labor et Fides, 1995, 68 p., bibl.

Gottfried Hammann, L'amour retrouvé, le ministère de diacre du christianisme primitif aux Réformateurs protestants du XVe siècle, Paris : Cerf, 1994

Lochen, Axel : L'exclusion sociale.- In : LIBRESENS, n° 33, MARS 1994

[Quel avenir pour les oeuvres sociales protestantes.](#)- In : Le Christianisme n°419 / Octobre 1993

Quel avenir pour les oeuvres sociales protestantes ?

Quand on parle de protestantisme, on se réfère à une identité bien spécifique ! Parler de l'influence du protestantisme, c'est rappeler ses origines et considérer son adéquation dans le monde contemporain, et dans l'action sociale en particulier.

Aux XIV ème et XV ème siècles, être chrétien ce n'était pas croire à JésusChrist et à l'évangile mais croire à l'Eglise catholique de l'époque, et surtout lui obéir. L'Eglise avait pris la place de l'Evangile et n'en communiquait aux fidèles que des fragments dans une langue, le latin, que le peuple ne comprenait pas. Depuis des siècles, des chrétiens demandaient que l'Eglise fut réformée.

Deux hommes eurent cependant et malgré tout assez de foi pour condamner l'Eglise Romaine et se séparer d'elle : Luther en Allemagne et Zwingli en Suisse. Ce sont leurs réflexions et leur exemple qui provoquèrent le décisif mouvement de la Réforme ; ils ont osé Protester ! Protester, le terme est lâché.

Etre protestant, c'est être chrétien.

Cet élan nouveau de la chrétienté, protestant contre une Eglise toute puissante et souveraine, allait conduire ses adeptes à revenir aux sources évangéliques. Ce retour à l'évangile allait avoir des martyrs.

Toute la cruauté humaine s'ingénia à marquer des tortures les plus horribles ceux qui s'inscrivaient dans ce qui devint ce grand élan spirituel que fut le Protestantisme !

Une fois de plus, le sang des martyrs allait dynamiser le mouvement ; ce retour aux sources spirituelles, à la relation personnelle avec un Dieu Sauveur, allait engendrer une multitude d'adeptes qui préférèrent suivre le chemin étroit et rocailleux de la vie par la foi plutôt que les voies larges et spacieuses d'une soumission aux hérésies d'une institution humaine.

Notre église protestante aujourd'hui en est la résultante, ses origines sont empreintes de cette résistance à l'ordre religieux établi et, ni les supplices, ni les guerres de religion, ni la révocation de l'Edit de Nantes, ni les dragons, ni les galères, ne réussirent à étouffer cette foi ravivée par l'Esprit Saint à la lecture des Saintes Ecritures.

Ce retour à la Parole divine conduira à une discipline huguenote, à une ferveur toute protestante, à une liturgie très évangélique dans laquelle le plan de salut divin se retrouverait point par point.

Etre protestant, c'est être en action

La "re"découverte du salut par la foi allait permettre aux protestants de se distancer d'une notion de salut par les oeuvres bonnes. Fallait-il donc que la Réforme abandonnent toutes les formes d'oeuvres bonnes du fait que le salut s'acquiert par la foi personnelle et par elle seule ? Or, la Bible est très claire et ce thème amplement développé dans cette Parole inspirée : si les oeuvres bonnes ne sont pas cause du salut, elles en sont la conséquence.

Toute la Bible nous prouve que Dieu prend toujours le parti des pauvres et dénonce l'égoïsme et l'amour des richesses.

Si le Père a su offrir son fils unique en sacrifice, à combien plus forte raison devons-nous être prêts à offrir, à nous offrir.

Et ainsi que le mouvement protestant, trempé dans cette orientation scripturale, va engager des oeuvres bonnes, non pas en vue d'un salut éternel, mais à cause de ce salut !

Cette spécificité de l'action sociale protestante va structurer la motivation de ses adeptes dans une démarche objective, désintéressée et sereine.

Influence du Protestantisme

Toutes les écoles de travailleurs sociaux se préoccupent de discerner la teneur des motivations des candidats-élèves avant de les accepter à leurs cours.

Peut-on vraiment s'intéresser de façon objective à l'autre dans le seul souci de gagner ainsi son paradis ? Peut-on vraiment s'engager dans une action sociale sur la base d'un idéal humaniste, d'un projet d'humanité idyllique ?

Là encore le Protestantisme va imprimer sa caractériologie réformatrice :

je n'agis pas pour moi même, ni pour une idée que je me fais de la condition humaine ;
- j'agis et je m'engage parce qu'un autre a agi et s'est engagé avant moi et que l'amour qu'il m'a transmis par son Esprit me transporte vers l'autre et me conduit à l'aimer comme moi-même.
Notre fin de XX ème siècle nous a bien démontré combien d'idéologies humanistes pouvaient s'effondrer parce qu'édifiées sur le sable de la seule réflexion humaine ;

Notre Protestantisme est, quant à lui, fondé sur du roc, sur LE roc, et tant que nous veillerons à ne pas nous en écarter, nous en détourner, nous sommes assurés que notre action demeurera fermement établie.

Pour cela, nous avons à veiller à ne pas transformer à notre tour foi commune et agissante en une religion institutionnalisante et captatrice.

Le piège de l'homme, c'est l'homme lui-même ! C'est le risque de vouloir se servir en servant l'autre, de se mettre en premier en laissant l'autre en second. Soyons donc des héritiers dignes, en imprégnant à notre tour notre civilisation individualiste et capitaliste de ce désintéressement de soi au profit de l'intérêt de l'autre, soyons ces samaritains qui savent se détourner de leur chemin pour s'approcher de l'autre, malgré et avec ses différences et ses souffrances.

Là jouera notre influence.

- Cohérence et conséquence ensemble à nos motivations fondamentales.
- Foi et confiance que Dieu est capable de pallier à notre insuffisance et de bénir nos actions parfois maladroites.
- Cohérence parce que notre message agissant correspondra à la pensée biblique qui nous anime.
- Conséquence parce que nos comportements nous conduiront à nous dépasser nous-mêmes pour passer à l'autre.
- Foi parce qu'elle seule peut déplacer les montagnes de la misère humaine et de la dureté du coeur de l'homme.

Confiance parce que nous ne sommes pas seuls à agir ; nous sommes plusieurs et, surtout , nous avons avec nous Celui qui a déjà tout accompli et remporté la victoire : Jésus-Christ. Je voudrais ajouter à ces termes celui de "compétence". Ne bricolons pas avec l'autre !

Laissons-nous former par notre divin Maître, et recherchons aussi les connaissances techniques utiles à notre service, afin de glorifier Celui qui nous a confié le Talent du service du prochain.

Et l'avenir ?

Il dépendra du présent, bien sûr.

Je ne suis pas prêt d'atteindre le but de mon expédition si, déjà aujourd'hui, mes instruments d'orientation sont déréglés ou inutilisés.

Notre action sociale demain dépendra de celle d'aujourd'hui. Ne perdons pas le "Nord" spirituel et suivons notre boussole inspirée sans nous en détourner. Nous nous verrons alors traverser les années sans dévier, sans nous attédir, sans nous diluer au détriment de notre spécificité protestante et donc évangélique.

Pour cela, trois paramètres

- maintenons ferme et haut l'étendard de l'identité chrétienne de notre action sociale,
- réunissons autour de nous des coéquipiers animés de cet idéal qui contribueront à la cohérence de notre action et à sa pérennité,
- mais enfin, que le service rendu dans nos oeuvres soit et demeure fermement imprégné de cette foi qui nous anime de sorte que, sans comportement prosélyte, celles et ceux que nous accueillons puissent l'apprécier et avoir envie d'y goûter à leur tour.

Marie Durand gravait "Résister" dans les pierres de la tour-prison à Aigues-Mortes. Gravons en nos coeurs un leitmotiv identique : "Persévérer" parce que, comme le dit l'Evangile, "c'est celui qui persévéra jusqu'à la fin qui sera sauvé" !

Jean Robert Yapoudjian Secrétaire général de l'Action Sociale Evangélique (ASEv)

Le Christianisme - Hebdomadaire protestant

N° 419 - Semaine Du 10 Au 16 Octobre 1993

Crespin, Raoul : Des protestants engagés. Le Christianisme Social 1945-1970. Préf. Paul Ricoeur.- Bergers et Mages, 1993, 434 p., index

Morley, Jean-Paul : 1871-1984 - La Mission populaire évangélique. Les surprises d'un engagement.- Bergers et Mages, 1993, 208 p.- 3 index- bibl.-

Mützenber, Gabriel : L'éthique sociale dans l'histoire du mouvement œcuménique.- Labor et Fides, 1992 (Coll: Histoire et société N°23), 140 p.-

Bien commun et intérêt personnel. Activité économique et responsabilité pour l'avenir . Un document de l'Eglise Protestante en Allemagne (Evangelische Kirche in Deutschland).- KEK, 1992, 87 p.

Müller, Denis : Les lieux de l'action. Ethique et religion dans une société pluraliste.- Labor et Fides, 1992 (Coll: Champ Ethique n°22), 190 p.-

Collange, J.F. : Evangile, vie quotidienne et diaconie (p.221-234).- In : ETUDES THEOLOGIQUES ET RELIGIEUSES, N° 2, 1990

Comment parvenir à une conception renouvelée de la diaconie qui, par delà les traditions certes séculaires, retrouve quelque chose de la fraîcheur néotestamentaire où le terme désigne essentiellement le ministère de prédication de l'apôtre ? Comment lier cette réalité avec le sens vétérotestamentaire du verbe Habad - « servir » - employé surtout pour parler du labeur quotidien ? Comment actualiser ces données et conjuguer aujourd'hui de façon plus équilibrée prédication et service,

formes jumelles d'un même ministère ?

FAC REFLEXION, N° 14, OCT 1989
N° sur l'Action Sociale : SOMERVILLE Robert : L'action sociale, oeuvre de la grâce - POWNALL A. : Action sociale et vision du monde

Fédération Protestante de France - (CSEI) Commission sociale économique et internationale : Chômage II.- Paris. CSEI, 1987, 58 p.- FPF

Fédération Protestante de France - (CSEI) Commission sociale économique et internationale : Dossier : le chômage.- Paris. CSEI, 1982, 73 p.- FPF

Bonhoeffer, Dietrich: Textes choisis.- Labor et Fides, 1978

Ricoeur, Paul : Que signifie la présence des pauvres parmi nous ? 11 p., 1961

Lexique

Diaconie : Service (etymo vbe dia-koneo = service à table) qui vient donner un sens concret de partage à la communion chrétienne (etymo vbe koinonia = ce qui est commun à tous) qui a toujours tendance, dans l'histoire de l'Eglise, à se sacraliser et à s'éloigner de l'exigence de partage concret et d'amour fidèle à l'amour du Christ..

La création des diacres dans l'église primitive manifestait, selon le récit des actes des apôtres, l'articulation étroite qui devait exister entre le service diaconal et la vie cultuelle. Souvent effectivement dissociée de la vie cultuelle, la diaconie a, au cours des siècles, permis de développer dans la société toutes sortes de fonctions d'assistance jusqu'à ce que les autorités civiles, Etat et communes, prennent en grande partie le relais.. Aujourd'hui encore, les Eglises contribuent très largement au travail social, mais d'une façon plus active compte-tenu de la montée de la pauvreté et du recul de l'Etat-providence. Les questions posées à la diaconie retentissent comme une question à l'Eglise toute entière.

« La diaconie ne désigne pas simplement un secteur de l'action ecclésiale, par exemple la distribution d'aumônes et d'aide aux malheureux. Mais c'est son « être-pour-les-autres » inconditionnel qui décide si l'Eglise est réellement l'Eglise ou non, si elle marche à la suite de celui qui, de son côté, est devenu et a été l'homme- pour-les-autres »

(N. Greinacher et N. Miette « Retour des Eglises à la diaconie » in Concilium n° 218,1998)

Bibliographie : On lira avec intérêt pour éclairer le concept de diaconie le livre d'Isabelle Grellier, « Action sociale et reconnaissance », Oberlin, 2003 consacré à la diaconie et à la théologie de la diaconie.

Jean Marc DUPEUX